

DECEMBRE 85-JANVIER 86 - 15 FRANCS

**Les Noirs Sud-Africains  
des immigrés chez eux**

**Rôles  
culturels  
rôles  
sexuels**

**I.R.L.: INFORMATIONS ET  
REFLEXIONS LIBERTAIRES**  
Journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:  
Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

ISSN: 0398-5725

Imprimé par  
BOSC Frères - Lyon

Dépôt légal n. 7867 - janvier 85

Rédaction et administration:  
IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc  
69001 LYON  
IRL-Rédaction Parisienne:  
c/o Max Nettlau 15 rue Gracieuse  
75005 PARIS

**ABONNEMENT**

5 numéros (1 an): 70 F  
10 numéros (2 ans): 140 F  
De soutien (2 ans): 200 F  
Diffusion militante (5 exemplaires  
pendant 1 an): 300 F  
(ajouter 10 F pour l'étranger)

Pour vos versements:  
IRL CCP 4 150 95 N LYON

**NOTE:** Le numéro qui figure en  
haut et à droite de votre adresse  
sur l'enveloppe d'expédition est le  
numéro du dernier IRL que vous  
devriez recevoir. Nous vous deman-  
dons de bien vouloir vous réabonner  
dès que votre abonnement arrive à  
échéance.

# S O M M A I R E

LES NOIRS D'AFRIQUE DU SUD: DES IMMIGRES CHEZ EUX . . . . . pages 3 à 9

ROCARDISME: RINGARDS ET RINGARDS A DEMI . . . . . pages 10 et 11

DU LAIT DES VACHES ET D'AUTRES CHOSES . . . . . pages 12 et 13

BONJOUR LA CULTURE . . . . . page 14

DOSSIER: ROLES CULTURELS, ROLE SEXUELS

– MOURIR OU VIVRE D'AMOUR . . . . . pages 16 et 17

– LA FAMILLE CE N'EST PAS NATUREL, C'EST OBLIGATOIRE . . . . . pages 18 à 20

– FEMMES ET VIOLENCE . . . . . pages 21 et 22

B.D.: ROCK TERRORISTE . . . . . pages 23 à 26

VILLEURBANNE: BANLIEUE ORDINAIRE . . . . . pages 27 et 28

EST-INFOS: L'ESSENCE DE L'AUTOGESTION . . . . . pages 29 et 30

DES LIBERTAIRES EN TURQUIE . . . . . page 31

COURRIER DES LECTEURS . . . . . pages 32 et 33



INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DU MOUVEMENT  
ANTI-APARTHEID



## Les Noirs Sud-Africains des immigrés chez eux

**E**tre noir en Afrique du Sud, c'est subir une ségrégation dans tous les aspects de la vie quotidienne (école, usine, administration, jardins publics...) et l'Apartheid régit en système d'Etat, signifie avant tout retirer à un peuple le droit d'habiter dans son propre pays en pratiquant la déportation des Noirs dans les Bantoustans et en exigeant un passeport pour se déplacer d'une région à une autre. Immigrés chez eux, ils rappellent à tous les immigrés du monde que le passeport pour l'avenir passe non par la réforme de ce système aussi alléchante soit-elle, mais par son abolition. Le combat des Noirs sud-africains interpelle aussi les Blancs de tous les pays dont le bien-être est en partie assuré par la vente des armes et par les liens économiques entretenus avec le système de l'Apartheid.

Afin de mieux comprendre ce système, Jean-Pierre Richard, ex-président et trésorier du M.A.A. en France a bien voulu répondre — avec sincérité — aux questions que je lui ai posées sur cette région du monde.

Abdou le Bougnoul

*A: Tout d'abord, comment pourrait-on définir le système d'Apartheid?*

J.P.: On dit que l'Islam a cinq piliers et ce système d'Apartheid en a trois, qui sont définis par la loi. Depuis 1945, il existe une loi «group areas act», loi sur les groupes, ou zones assignées à chaque groupe plus exactement, qui impose à chaque groupe racial de résider dans telle ou telle partie de l'Afrique du Sud. Ceci est en zone urbaine. En ce qui concerne le deuxième pilier, et en zone rurale déclarée non blanche, c'est le système des bantoustans. Une loi fixe un certain nombre de terres, des Réserves aux communautés noires, selon leur appartenance ethnique. La troisième loi est celle qui prévoit que chaque Sud-africain, à sa naissance, est classé par l'administration de l'Apartheid dans telle ou telle catégorie raciale. Ceci est le cadre légal; mais je dirais que l'Apartheid est un système d'exploitation capitaliste fondé sur l'exploitation de la main d'œuvre noire.

*Est-ce que ce sont les Blancs dans leur totalité qui exploitent les Noirs? Et est-ce que les Africains sont composés de Noirs exclusivement?*

Tu as raison de poser cette question parce que l'administration prévoit je ne sais combien de catégories raciales. Et chaque année d'ailleurs elle reclasse les gens. Par exemple, cette année, à peu près 800 personnes ont changé de race administrative. Il y a 50 Chinois qui sont devenus Malais, 3 Chinois qui sont devenus Blancs et 3 Malais qui sont devenus Métis, etc...

Par opposition à cette définition administrative, il existe une définition politique de la lutte des peuples Sud-africains. Maintenant on appelle Noire toute personne qui est solidaire des Africains dans leurs luttes, qu'ils soient Métis, Malais, Chinois, Indiens ou autres. A partir du moment où on est solidaire des luttes anti-apartheid menées par les Africains, on se reconnaît sous l'appellation BLACK.

## DES BLANCS NOIRS

*Autrement dit, il y a des Blancs qui sont considérés comme des Noirs?*

Oui, mais ceux-là on ne les appelle pas des Blacks. Je pense à ceux qui sont classés comme non-blancs.

*Peut-on avoir des données chiffrées sur la population sud-africaine?*

Les statistiques officielles sont claires. Il existe 4 millions et demi de Blancs, 27 millions de personnes classées comme Africains — ceux qu'on appelle les Bantous —, 3 millions de Métis et 1 million d'Indiens, pour reprendre la classification de l'Apartheid.

*Comment s'est faite la constitution de l'Etat d'Afrique du Sud?*

Quand on pose cette question aux Sud-africains qui soutiennent le régime d'Apartheid, ils répondent que l'histoire de l'Afrique du Sud a commencé en 1634, lorsque le premier Hollandais a débarqué en Afrique du Sud: «trois siècles de civilisation sur fond de sauvagerie et de barbarie». Or l'histoire des Africains sur ce territoire est très riche et vieille de nombreux siècles bien avant l'arrivée des Blancs. Je ne voudrais pas rentrer dans tous ces détails mais il faut savoir simplement que depuis dix siècles, il existait une civilisation africaine très riche, très structurée avec des royaumes militaires puissants et que les Blancs étaient confrontés à ces pouvoirs. La civilisation qu'ils ont apportée, comme ils disent, s'était faite dans le sang. Cette histoire sanglante est reprise sous forme de mythe, le mythe de l'homme Blanc arrivé dans un pays vierge. La date la plus importante à l'époque moderne est certainement 1948. Auparavant, il faut rappeler que les descendants des Hollandais ont conquis une partie de plus en plus importante du territoire sud-africain aux dépens des Africains qui y vivaient. Ils ont installé des Républiques agraires dans tel ou tel Etat. Et lorsque des mines de diamants et d'or ont été découvertes, dans la deuxième moitié du XIXème siècle, les Anglais se sont intéressés à cette région. Ils ont débarqué en Afrique du Sud pour mener la guerre contre les Boers. Au tournant du siècle, les guerres anglo-boers ont montré la virulence des rivalités impérialistes en Afrique du Sud. Je parle de 1948 parce que c'est à ce moment-là que s'est constitué l'Etat afrikaner, le Parti National, très proche de Hitler et de Mussolini prit le pouvoir à cette date, adoptant comme politique l'Apartheid. Le mot existait avant mais il n'était pas considéré comme le fondement d'un Etat. Ils ont édicté une constitution prévoyant la mise en œuvre de l'Apartheid. Seuls les Blancs ont le droit de voter. Ils ont édicté certaines lois de répression et d'encadrement économique interdisant, par exemple, aux mineurs noirs d'accéder à un certain niveau de qualification. Sur le plan politique, administratif et économique, ils ont mis en place un système d'Etat qui s'appelle l'Apartheid.

*Donc, c'est une situation essentiellement coloniale. Peut-on parler d'une colonisation de peuplement?*

Sans doute, à l'origine oui...

*Et actuellement, est-ce qu'on peut appliquer les critères du système colonial à l'Afrique du Sud?*

Pour le principal mouvement de libération qui lutte en Afrique du Sud, l'ANC (Congrès National Africain), oui, il le considère comme une lutte coloniale. Par contre, si tu prends le point de vue de Samora Machel, au Mozambique, lui ne parle pas de lutte coloniale dans la mesure où il considère les Afrikaners présents en Afrique du Sud comme des Africains à part entière. C'est une lutte

coloniale parce que les structures mises en place sur les plans politiques et économiques visent à tirer un maximum de bénéfice du sous-sol sud-africain et de la main-d'œuvre noire, en termes purement coloniaux. L'Afrique du Sud exporte ses matières premières en exploitant la main-d'œuvre locale et elle importe des biens de consommation ou des équipements secondaires pour l'infrastructure. La position de Samora Machel est que les Afrikaners ne seront pas rejetés à la mer, c'est ce que dit l'ANC aussi; il considère que la lutte se place plutôt sur le plan humanitaire que colonial; on ne choisit pas ses voisins...

## LE NATIONAL-CHRISTIANISME

*Pour mieux comprendre le système Apartheid, il faut peut-être préciser des termes tels que «grand Apartheid», «petit Apartheid», «National christianisme»...*

Le «National christianisme» est l'idéologie qui a été mise en place par le Parti National Afrikaner, en 1948; il existait avant, puisque pendant la guerre, le frère de Vorster (l'un des anciens présidents de la république jusqu'en 1979), toujours en vie, est le chef d'une des églises réformées afrikaners. Il disait: «Le National christianisme est à l'Afrique du Sud ce que le nazisme est à l'Allemagne et le fascisme à l'Italie». Cela en 1942. Et, en 1948, le National christianisme est devenue l'idéologie officielle du Parti National qui a pris le pouvoir lors des élections au sein de la communauté blanche, puisque elle seule avait le droit de vote. Il a été porté au pouvoir de façon démocratique... au sein de la communauté blanche!

Pour répondre à l'autre partie de ta question, le «petit Apartheid» c'est la ségrégation au niveau des bancs publics, des jardins, des piscines, des écoles, etc... Le «grand Apartheid» c'est la mise en place des Bantoustans... Un homme tombe dans la rue, il est grièvement blessé, s'il est noir il faudra attendre qu'une ambulance noire passe pour le ramasser; s'il passe une ambulance blanche juste à côté de lui, elle ne peut pas le prendre: et on cite le cas d'un danseur très connu des Etats-Unis qui visitait l'Afrique du Sud, il y a trois ou quatre ans, il a eu un accident de voiture, il a été très grièvement blessé mais il est noir. Il était avec des amis blancs qui ont été pris par l'ambulance blanche qu'on avait appelée et lui est resté sur le carreau. Parce qu'il n'a pas pu être transporté à l'hôpital à temps, il a été paralysé à vie. Il a intenté une action en justice contre le gouvernement sud-africain.

*Combien y a-t-il de Bantoustans et comment fonctionnent-ils?*

Il y en a dix, qui sont dans des Etats différents de... «création». Dix Bantous-

tans qui correspondent à dix foyers tribaux, correspondant eux aussi à dix ethnies définies par le pouvoir blanc. Ce dernier parle de Zoulou, par exemple, de Soto, N'débélé, Kwakwa, etc... La théorie veut que chacune de ces ethnies soit regroupée dans un lieu donné, totalement coupée du reste du pays. A terme, une fois que tous ces sud-africains classés en ethnies seront répartis dans les Bantoustans, et que le pouvoir blanc de Prétoria aura déclaré ces Bantoustans indépendants, il n'y aura plus de Noirs en Afrique du Sud, par définition, puisqu'il ne restera plus que des citoyens blancs.

afrikaner. Celles-là sont très réactionnaires et disent que l'Apartheid se justifie dans la Bible: c'est le cas du frère de Vorster que je vous ai cité toute à l'heure. Il existe à côté de cela un conseil des églises sud-africaines, South African Council of Churches, dirigé par des gens comme Desmond Tutu ou B. Nodé; il regroupe toute une série d'églises sud-africaine, méthodistes, anglicans, adventistes, enfin toutes sortes d'église chrétiennes et celles-là sont beaucoup plus sensibles aux luttes anti-apartheid; je ne dis pas que tous leurs responsables sont anti-apartheid, loin de là, il existe néanmoins des actions humanitaires sur

ou du massacre de tel ou tel membre de la communauté, il est appelé à choisir son camp. Et ça existe depuis plus d'un siècle. On peut même dire que les religieux étaient même plus en avant au début du XIXème siècle qu'ils ne le sont maintenant. Au moment où l'ANC est née, en 1912, il y avait des hommes comme M. Gandhi qui étaient là-bas et qui ont participé à la fondation de l'ANC; il y avait aussi des religieux à ses côtés. Maintenant, ils ne sont plus les seuls à se battre.

*Est-ce que ces religieux jouent un rôle comparable à celui des prêtres-ouvriers en Amérique Centrale?*

Je ne connais pas bien la situation là-bas mais je ne crois pas que ça soit pareil: les luttes en Afrique du Sud ne sont pas allées si loin et ne sont pas enracinées aussi profondément dans les communautés paysannes qu'elles le sont en Amérique latine.

*Comment les choses se présentent-elles sur le plan économique? Il y a une population active dominante noire...*

## TRAVAILLER EN NOIR

Oui, par la force des choses! On peut diviser la main-d'œuvre noire en trois grandes masses: l'Apartheid, c'est les mines, l'or, le diamant, l'uranium... Il y a 700 000 mineurs à peu près. C'est une sacrée armée. Il y a 800 000 domestiques, en particulier des femmes (domestiques, employées de maisons, boys, jardiniers, gardiens...) qui travaillent pour les Blancs. Tu as aussi 1 500 000 travailleurs agricoles noirs qui travaillent dans les fermes des Blancs; si tu ajoutes les familles, ça fait 4 500 000 personnes. Ce sont les trois grandes masses de l'économie sud-africaine. Il existe aussi toutes les autres industries, tout ce qui s'est développé après la deuxième guerre mondiale: sidérurgie, industrie automobile, caoutchouc, chimie autour des usines d'explosifs. Il y a tout un secteur moderne d'activités économiques qui emploie des centaines de milliers de personnes.

*Quelle place ont les Métis et les Indiens dans l'économie sud-africaine? Constituent-ils aussi l'armée de réserve avec les Noirs ou bénéficient-ils d'un statut privilégié par rapport à ceux-ci?*

Les Indiens et les Métis, ceux qui sont classés comme tels par les racistes blancs, bénéficient d'un statut un peu supérieur aux Noirs et leurs revenus sont supérieurs. Si on peut les classer, quand un Blanc gagne par exemple 5 000 rands, un Noir en gagnera six fois moins, un Indien trois fois moins, et les Métis sont entre les Indiens et les Noirs. Ceci pour le même travail. Par là même, les Indiens peuvent envoyer leurs enfants dans des écoles privées indiennes. Ils sont bien organisés



*Le but de ces Bantoustans serait donc de vider l'Afrique du Sud de la population noire... Et sur le plan économique?*

Sur le plan économique, cela ne changera rien du tout.

*N'y a-t-il pas de déplacements quotidiens de personnes qui travaillent dans les zones blanches?*

Ce sont les mêmes qui s'effectuent entre la Tunisie, l'Algérie et la France, cela n'empêche pas les déplacements de population. La main-d'œuvre vient des Bantoustans vers l'Afrique du Sud blanche.

*La différence est qu'ils sont immigrés chez eux.*

Exactement, on leur a retiré le droit d'habiter dans leur propre pays, on les a déportés dans les Bantoustans, on a déclaré ces Bantoustans états autonomes ou indépendants, on leur a retiré le passeport sud-africain, ils sont maintenant Bophuthatswanais, Sessoko, Zoulou, N'débélé, ils ne peuvent plus rentrer dans leur propre pays, l'Afrique du Sud, qu'à certaines conditions, en particulier avec un contrat de travail à durée déterminée.

*Quelle est la position des églises?*

Elle est très compliquée, il existe différentes églises, réformées hollandaises, principaux piliers du régime

les terrains, en particulier économique et juridique, pour venir en aide aux populations déportées, pour assurer la défense de ceux qui sont arrêtés ou poursuivis en justice, à l'initiative des églises, elles prennent ça en charge...

*Je ne veux pas faire un procès d'intention mais n'y a-t-il pas opportunisme religieux et politique pour que ces églises fassent ce choix, d'autant plus qu'elles touchent quinze millions de fidèles Noirs...*

Non, je ne crois pas. Au point où ça en est, des hommes comme D. Tutu ou A. Bousac — qui est le président de l'Alliance mondiale des églises réformées et qui est Métis sud-africain — se sont tellement engagés en prenant des risques d'éclatement de leurs propres églises. Ce sont des risques considérables, ils ne sont pas des opportunistes. En cherchant à faire que l'église réformée blanche déclare l'Apartheid comme une hérésie, il se coupe lui-même d'une partie de son église. Je ne crois pas que ce soit de son intérêt en tant que chef religieux en tout cas.

*Cette position en faveur des luttes anti-Apartheid est-elle récente ou non?*

A partir du moment où un chef de communauté religieuse, dans une petite ville ou à la campagne est témoin de la déportation d'une communauté entière

et vivent de façon plus ou moins autonome. Ils sont souvent musulmans. Ils ont des capitaux qui viennent de l'étranger, bref, il y a une bourgeoisie indienne qui est très riche et qui tient le commerce. Mais il existe aussi une grande masse d'Indiens qui se considèrent comme totalement solidaires des luttes de la majorité noire. Il n'y a qu'un million d'Indiens qui sont surtout concentrés à Durban, le grand port du sud. Les Métis sont surtout concentrés au Cap. Ils ont bénéficié pendant longtemps d'une loi qui disait : « Dans la région du Cap, quand on offre un travail, il faut d'abord le donner à un Métis ». Cette loi a été supprimée l'année dernière à la demande des syndicats non-raciaux.

*D'ailleurs, il y a une loi similaire pour les Blancs qui s'appelle « Job Reservation »...*

### LA BARRIERE DES COULEURS

Oui, c'est la loi sur la barrière des couleurs. Elle est en voie de disparition parce que les capitalistes ont besoin de main-d'œuvre; et ils demandent au gouvernement de supprimer ces barrières ou du moins de les laisser de façon à ce qu'il y ait de plus en plus de Noirs qui remplissent les postes. Il y a 40 000 Britanniques qui quittent l'Angleterre pour aller s'installer en Afrique du Sud tous les ans. Il y a aussi des milliers et des milliers d'Irlandais qui y vont tous les ans. Les portugais sont arrivés par centaines de milliers du Mozambique et de l'Angola à partir de 1975. Les Polonais, au moment de la crise de Solidarité ont été recruté à partir de Vienne par des équipes de recruteurs sud-afri-

cains pour travailler dans les mines d'Afrique du Sud où ils sont devenus parfaitement racistes. Tout ça c'étaient des emplois réservés. Ils font appel à une main-d'œuvre blanche, mais en même temps, ça ne suffit pas; et ils sont toujours à la merci d'une crise car quand une crise secoue l'Afrique du Sud, on n'a pas envie d'aller là-bas. Les capitalistes veulent que les Noirs prennent de plus en plus d'importance économique et le gouvernement est obligé de supprimer les « Jobs Reservations ».

*Puisqu'il y a séparation entre zone blanche et zone noire, les Noirs sont-ils concentrés dans des ghettos ou doivent ils rentrer chez eux ?*

Il n'y a pas qu'une seule réponse. On a parlé des Bantoustans: la majorité des travailleurs, en particulier dans les mines, les domestiques et les travailleurs agricoles, viennent des Bantoustans. Parce qu'ils travaillent en zone blanche, ils doivent avoir un passeport surtout si le Bantoustan est déclaré indépendant. Pour les Sud-Africains au pouvoir, c'est exactement comme si on recrutait un Suisse ou un Tunisien: c'est un étranger. Le Deuxième cas de figure, ce sont les Sud-Africains noirs qui habitent dans les zones blanches. Ils ont obtenu le droit de résidence permanente, ils sont très peu: 6 millions de personnes. Mais ils sont susceptibles d'être renvoyés dans un Bantoustan ou ailleurs à n'importe quel moment; **il faut qu'ils circulent toujours avec un passeport intérieur pour prouver quel est leur employeur, quelle est leur zone de résidence, quelle est la couleur de leurs cheveux, etc...**

*On a entendu parler des milliers d'arrestations parce que certains noirs ne portaient pas ce passeport sur eux.*

Oui, tous les ans, il y a environ 120 000 personnes qui sont arrêtées dans la seule province du Cap parce qu'elles n'ont pas le Pass.

### « LE COMMUNISME : COUCHER AVEC TOUT LE MONDE »

*D'autres lois répressives ont été promulguées dans les années 50 au nom de la lutte contre le communisme et le terrorisme. De quoi s'agit-il ?*

La victoire afrikaner date de 1948; il fallait mettre en place tout le système politique et administratif et c'est à ce moment là qu'on a promulgué toutes ces lois. Les Afrikaners déclaraient comme communiste toute personne qui visait à changer l'ordre social et qui « incitait à la haine raciale ». « Inciter à la haine raciale », en Afrique du Sud, veut dire prôner le non-racialisme, l'harmonie entre les races et, par exemple, demander à ce que tout le monde puisse coucher avec tout le monde quelque soit la couleur de la peau ou vivre avec tout le monde. C'est cela porter atteinte à l'ordre social établi, défini par le pouvoir, et c'est cela pour les blancs, le communisme.

*La loi sur la séparation sexuelle n'est-elle pas abolie ?*

Elle était abrogée cette année, ce qui n'a pas empêché les émeutes parce que, même si on peut coucher ensemble, on ne peut pas habiter ensemble. Imagine qu'un Noir et un Blanc se marient, ils ont le droit maintenant. Quelle belle affaire! Ils sont quand même Blanc pour l'un, Noir pour l'autre, c'est-à-dire que le Blanc ira dans la piscine blanche, mais le conjoint qui est Noir ne peut pas y aller; et les enfants ne sont ni Noirs ni Blancs, ils sont classés comme Métis. Et pour eux, ça pose des problèmes insurmontables: ils ne peuvent pas habiter le même quartier, ils ne peuvent pas aller à la même école, ils ne peuvent pas aller au même stade, fréquenter le même cinéma. C'est parmi les lois fondamentales de l'Apartheid qui symboliquement est peut-être la plus importante. Avoir admis qu'un Noir puisse coucher avec une Blanche et que ce soit légal (ou l'inverse) c'est impensable, il y a quelques années; mais ça ne signifie rien sur le plan pratique: c'est de l'ordre du symbolique mais c'est un symbole qui pèse quand même.

*Il y a en Afrique du Sud une autre mesure répressive qui s'appelle le banissement. Qu'est-ce que cela veut dire ?*

C'est une mesure administrative d'ordre politique. Quand quelqu'un est banni, c'est une assignation à résidence, en général dans un endroit loin de chez lui. Il n'a pas le droit de rencontrer plus de deux personnes à la fois et il doit s'inscrire au commissariat le plus proche



tous les jours. C'est le cas de Willie Mandela. Il y a maintenant très peu de personnes bannies en Afrique du Sud; c'est l'une des choses que la diplomatie américaine a obtenue du gouvernement sud-africain.

## DES COMMUNIQUES QUI TUENT

*Il y a aussi les condamnations à mort, les condamnations à perpétuité et les assassinats de militants politiques...*

Surtout les assassinats dans les prisons et en dehors des prisons. Ce qui a le plus augmenté c'est le nombre des militants supposés «terroristes» qui sont abattus froidement, sans procès, sur simple communiqué de la police. On en compte un tous les deux jours, plutôt on en comptait, avant les émeutes et ça depuis 1980. A la frontière, en général, une patrouille de la police surprend des jeunes en train de faire quelque chose et ils essaient de s'échapper, la police tire, trois morts. En général, ce sont des jeunes connus par leur hostilité à l'Apartheid ou des militants de l'ANC. D'un côté on réduit le nombre de personnes assignées à résidence et, de l'autre, on multiplie les exécutions sommaires et ça fait beaucoup moins de bruit qu'un procès. A l'intérieur même des prisons, comme tout le monde le sait, des gens sont tués dans leur cellule, glissant malencontreusement sur une savonnette, tombant du septième étage et se tuant en bas... Ce sont des méthodes bien connues; et, parmi les droits communs aussi, il y a de nombreuses exécutions, une centaine de pendus, exécutés chaque année, presque exclusivement des Noirs.

*Combien y-a-t'il de détenus politiques dans les prisons sud-africaines?*

Il y en a plus de 2000 aujourd'hui. Pendant l'état d'urgence ils ont été arrêtés par centaines. En temps ordinaire, avant le début des émeutes, il y avait plus de 500 détenus condamnés. Ceux qui ne le sont pas se comptent par milliers, selon les années, sans parler de ceux qui sont arrêtés pour délits concernant le passeport intérieur. On pense que 11 millions d'Africains ont été condamnés pour ce motif depuis 1960. La quasi totalité de la population adulte active, homme comme femme, a été arrêtée. Il y a des communautés entières qui connaissent la prison depuis leur jeune âge et qui continuent à se battre.

*Quels sont les combats qui sont menés, et sous quelle forme?*

Là aussi c'est très ancien. On a parlé tout à l'heure des luttes militaires des Blancs contre les Zoulous, mais il n'y avait pas seulement les Zoulous qui se battaient contre les Blancs. Tous ceux que les Blancs, au moment où ils ont envahi le pays, repoussaient de leurs terres se battaient contre l'envahisseur, de manière extrêmement virulente. On a

compté sept guerres en deux siècles entre les Noirs et les Boers, avant que le pays ne soit pacifié, c'est-à-dire jusqu'à 1820 ou 1830; et certaines ont duré plusieurs années. Une fois que les Blancs ont acquis le terre, la deuxième forme de lutte qui s'est développée ça a été les luttes ouvrières. Les premières actions sont apparues dans les docks, en 1850. La troisième forme de lutte est tout ce qui s'est fait dans les mines à partir de 1890 jusqu'à 1946 où il y a eu une très grande grève noyée dans le sang: il y a eu plusieurs dizaines de morts. Parallèlement à ces luttes ouvrières se sont développées des luttes politiques. Une date clé au niveau politique est la création de l'ANC, en 1912, qui avait pour but de porter la lutte sur le terrain politique, contre la dépossession des terres, l'esclavage dans les mines. A partir de 1913, la lutte a pris des formes syndicales.

## UN SYNDICALISME NI NOIR NI BLANC

*Les luttes syndicales n'ont-elles pas précédées les luttes politiques?*

Au XXème siècle, il y a eu la création de l'ANC en 1912. Dans les années 20, une grande vague de syndicalisation, mais ce sont surtout les Blancs qui en étaient le fer de lance, sur le modèle européen. Les Noirs n'étaient pas tellement concernés parce que la main-d'œuvre industrielle était essentiellement blanche. Les premières grandes grèves africaines datent de 1946, celles des mineurs. En 1948, les Afrikaners arrivaient au pouvoir, la lutte s'est alors déportée du plan syndical au plan politique. Autour de l'ANC qui a fait de grandes manifestations pacifiques pour brûler les Pass, qui a mis en avant un programme qui s'appelle la Charte de la Liberté et qui

a constitué un grand front uni prenant position pour cette Charte contre le régime. Le renouveau syndical a commencé en 1973 et en 1981; les syndicats nouveaux, non raciaux, ont réussi à imposer au régime le vote d'une loi garantissant le droit à tout citoyen africain, qu'il soit Noir ou autre, d'appartenir au syndicat de son choix. Les syndicats ne devaient plus comporter une branche blanche ou métis, ils devaient être non raciaux. On peut dire que la lutte syndicale est revenue au premier plan à partir de 1973 et, depuis 1981, c'est l'explosion syndicale. C'est d'ailleurs le titre de la revue du Mouvement Anti-Apartheid en France; c'est un paysage qui a été bouleversé à partir de 1973: éclatement des grèves dans les ports, dans le textile, des grèves spontanées, inorganisées. Peu à peu, elles se sont structurées en 1979 et se sont fédérées de 1979 à 1981. En 1981, les syndicalistes ont obtenu le vote de cette loi et, depuis, des syndicats se constituent de partout.

*Ce sont des syndicats trade-unionnistes ou demandent-ils l'abolition de l'Apartheid?*

Ce qui semble de plus important dans les luttes actuelles c'est que tous ces mouvements de protestation sont politiques et même militaires, puisque l'ANC est devenue clandestine. Tout le monde est solidaire de tout le monde, c'est-à-dire que les syndicats se battent au côté des forces politiques et l'inverse, et le mot d'ordre commun est l'abolition de l'Apartheid et la destitution de ce régime.

*Dans «l'Explosion syndicale» vous parlez de regroupement autour de trois syndicats: FOSATU, SAAWU, CUSA, regroupement qui correspond à la troisième vague de syndicalisation. Ma question est de savoir si ces syndicats sont dépendants d'organisations politiques et, si oui, lesquelles?*



C'est très compliqué, je dirais qu'il y a un facteur régional, c'est-à-dire telle fédération est prédominante dans telle région; ça se fait aussi selon des critères de sensibilité politique: par exemple la CUSA est proche historiquement du mouvement de la conscience noire. Des gens qui se sont battus autour de Steve Biko, dans les années 1960, pour que l'homme Noir retrouve sa dignité. Il y a d'autres syndicats, comme le SACTU, en exil à Londres, qui est proche de l'ANC. Il est pour un front démocratique uni sans considération raciale. Il y a plusieurs organisations syndicales pour des régions géographiques et historiques.

*Il y a aussi des syndicats afrikaners qui sont plus anciens.*

Bien sûr, et ce sont les principaux supports du régime d'Apartheid. Il n'y a pas plus réactionnaire qu'un syndicaliste Blanc sud-africain. C'est là que tu t'aperçois de la perversion totale du syndicalisme: ils défendent leurs intérêts de groupe racial. Ce ne sont même pas des intérêts de classes. Je prends l'exemple des mineurs: dans les mines, les emplois qualifiés étaient réservés aux Blancs jusqu'à très peu de temps. Ils constituent une aristocratie blanche bien payée par les patrons, qui bénéficie de tout le luxe imaginable, qui a cette main-d'œuvre noire sous ses ordres et la traite comme des esclaves. En 1920, ces gens étaient des combattants syndicaux; aujourd'hui, ils se sont accrochés aux privilèges.

*Est-ce que l'on peut considérer que la position de la CUSA d'exiger une direction noire à la tête du syndicat est une position justifiable?*

Historiquement, elle est tout à fait justifiable; je comprends qu'elle existe parce que, dans les années 50, l'ANC et ceux qui sont pour la Charte de la liberté autour de l'Alliance de congrès menaient la lutte. Ils étaient les plus violemment frappés par la répression. L'ANC était déclarée illégale, il y a eu des massacres, le SCATU était forcé à l'exil. Il était complètement désorganisé et, quand on est arrivé en 1960, il n'y avait personne pour mener le combat. Donc il a fallu attendre toute une génération pour qu'une autre sensibilité politique se fasse jour.

*J'ai voulu parler du danger, ou d'un glissement chauviniste que pourrait créer l'imposition d'une direction noire à la tête d'un syndicat qui se veut multiracial.*

Il ne faut pas caricaturer non plus, parce que même si historiquement il y a divergence, la convergence entre les différents syndicats devient de plus en plus grande: la CUSA est tout à fait prenante d'une future confédération syndicale au côté des syndicats qui sont proches de l'ANC. Ce n'est pas un critère absolu qui régit les rapports de force au sein de la CUSA, c'est plutôt ça...

*Autrement dit, dans la société future, il n'y aurait pas d'exclusion des minorités — y compris blanche — des décisions?*

Pas du tout, ce n'est pas un problème de race; ça a pu l'être en ces termes-là en 1970, je crois que cette phase est heureusement dépassée. On assiste aujourd'hui à une convergence des luttes.

*Lors des derniers événements, il semble qu'il y ait eu des Métis et des Indiens qui ont été agressés par des Noirs?*

Oui, mais tu ne sais pas comment ça c'est passé? La France a très mal expliqué ça mais les journaux britanniques ont été très clairs. Quand il y a eu des émeutes à Durban, les Indiens ont été pourchassés, leurs maisons incendiées, etc... Les Indiens ont d'ailleurs pourchassé les Noirs aussi; on a dit que les Noirs en voulaient aux Indiens, qu'ils allaient les exterminer. Ce qui s'est passé, c'est que le chef tribal Zoulou est un homme installé par le régime de Prétoria pour contrôler l'éthnie Zoulou; c'est un homme astucieux qui a, depuis plusieurs années, constitué une force ethnique et paramilitaire sur le modèle des jeunesses hitlériennes, ni plus ni moins. Ils sont armés et ils attaquent les militants anti-Apartheid qui s'opposent à Buthelezi parce qu'ils pensent qu'il est un fantoche tribal. Pour faire croire que les militants anti-Apartheid proches de l'ANC et de l'Union Démocratique étaient des voyous sauvages, il a lancé ses propres sbires contre les Indiens. Le Times a tout de suite démasqué le coupable alors qu'en France ça n'a pas du tout été expliqué. Buthelezi est un type redoutable; dans Libération d'aujourd'hui, ce collaborateur du régime est dénoncé: il a lancé ses bataillons au cimetière où sont enterrés 28 des victimes des émeutes de Durban. Ils ont violé les tombes et ils ont agressé les militants anti-Apartheid.

## CONVERGENCE DES LUTTES

*Quelle évaluation fais-tu de ce qui se passe actuellement en Afrique du Sud?*

Je suis sans voix devant la détermination des Sud-africains: ce n'est pas une formule de rhétorique quand tu connais l'arsenal répressif qu'ils ont en face, dans quelles conditions ils se battent, pour tenir comme ils le font depuis un an sur tous les fronts: les jeunes dans les écoles, les étudiants dans les universités, les mineurs, les femmes qui se battent dans les ghettos contre les augmentations abusives de tarif d'électricité, d'eau, de bus... C'est quelque chose d'extraordinaire parce qu'il y a un développement des luttes tout azimut et convergence de ces luttes. Ça c'est entièrement nouveau... Ce qui s'est passé l'année dernière à partir de septembre et surtout

en novembre c'est une convergence de ces luttes, à tel point que, dans le Transval, qui est la région la plus industrialisée de l'Afrique du Sud, les militants ont décrété un mot d'ordre de grève «Stay at home» pour deux jours. Il y a un million de personnes qui ont participé à cette action: les élèves ne sont pas allés à l'école, les femmes ont boycotté les magasins blancs, les Noirs ne sont pas allés au travail. Avoir tout le monde contre soi en même temps est pour les racistes quelque chose de nouveau.

*Ce nouveau pourrait déboucher sur quoi? Sur l'indépendance?*

Il débouche actuellement sur le fait que, dans les ghettos, le régime blanc ne fait plus la loi. Les ghettos, qui représentent des millions de gens, sont devenus ingouvernables. Tout l'effort des militants anti-Apartheid actuellement est de porter les luttes en zones blanches parce que les ghettos noirs peuvent toujours être encerclés par la police.

*Le programme des organisations politiques, telles que l'ANC, l'UDF, le PAC est-il l'indépendance?*

On peut parler du PAC, mais c'est une survivance: depuis que je suis militant anti-Apartheid, en 1981, je n'ai jamais entendu parler d'une action du PAC...

*Pourtant c'est le programme le plus intéressant du point de vue de son contenu socialiste...*

C'est très possible, mais le PAC n'existe plus: le Mouvement Anti-Apartheid reconnaît à la fois le PAC et l'ANC.

*Pourquoi le PAC considère-t-il la Charte de l'ANC comme une trahison?*

Parce que le PAC était, à l'époque, pour une direction exclusivement noire et la Charte est non-raciale. Pour l'ANC, ce n'est pas une conscience de race mais de classes et d'exploitation coloniale.

*Mais dans le programme de l'ANC le contenu de classe n'apparaît pas tellement dans la mesure où la lutte anti-coloniale unit toutes les classes coloniales contre les colonisateurs. Non?*

Je vois ce que tu veux dire mais quand l'ANC parle de l'Apartheid, il entend un système économique d'exploitation. C'est forcément sur le terrain économique qu'il se bat, ce n'est pas simplement une lutte de libération nationale. A meilleure preuve, en 1955 il a voté la Charte de la liberté et trois mois avant ou après, je ne me rappelle plus, il a constitué le SACTU, syndicat proche de l'ANC. Ce qui montre bien que la lutte était à la fois politique et économique.

*En 1983, il y a eu aussi la création du NFC (Comité pour un Forum National). Peux-tu nous dire en quoi il consiste?*

C'est un rassemblement de forces; je ne dirais pas qu'il est proche de la conscience noire mais il veut faire la révolution socialiste tout de suite. Ils sont plus côté conscience noire «vieux style» que



côté ANC, avec des hommes comme M. Tutu, qui sont à la fois NFC et UDF. Mais il faut voir ce que le NFC représente sur le terrain: il organise un ou deux meetings de temps en temps mais c'est à l'UDF que sont affiliés les syndicats, les organisations de jeunes et de femmes.

## QUEL ETAT CHOISIR?

*Il est peut-être plus facile d'adhérer à un programme assez large qui rassemble le maximum de personnes autour d'une libération nationale qui est en même temps un malentendu national. On ne peut qu'être favorable à un Etat anti-apartheid par rapport à un Etat raciste, il n'empêche que tant qu'il y a des Etats aussi démocratiques soient-ils, l'exploitation du Noir prolétaire et sous-prolétaire par le patron ou l'Etat, persistera après la lutte anti-coloniale.*

Oui et c'est pourquoi la lutte prônée par la Charte de la liberté ou par le Front démocratique uni n'est pas simplement nationale parce que tout le monde sait que l'ANC se bat pour un système socialiste, ce n'est pas simplement une lutte nationale, c'est faire un procès d'intention à l'ANC. Il est sûr que la Charte de la liberté est un peu «attrape-tout», mais elle ne fait que commencer. Et il y aura une lutte féroce pour savoir quel type d'Etat ou de non Etat il faut instaurer.

*Il serait peut-être utile de parler des rapports de la France avec le système d'Apartheid et ce que nous pouvons faire, résidant en France, pour son abolition?*

## LES PAMPLEMOUSSES SONT DEGUEULASSES...

On peut faire mille choses: au niveau individuel refuser d'acheter des pamplemousses ou des raisins du Cap; d'ailleurs ils sont très chers et pas bons! On peut refuser aussi d'aller en Afrique du Sud, boycotter ceux qui y vont, comme la Fédération française de rugby dont le président est un grand ami de l'Apartheid. Sur le plan collectif, si on est membre d'un syndicat, d'un parti ou d'une organisation non gouvernementale, on peut faire en sorte que cette organisation prenne en compte la lutte contre l'Apartheid. Il faut que la CGT fasse quelque chose contre l'Apartheid; enfin, ils ont l'air de se décider à faire quelque chose! Il faut que la CFDT fasse quelque chose, qu'est-ce qu'elle a fait? Rien! Et même chose si on est à la Fédération nationale Léo Lagrange: il ne suffit pas seulement de signer la charte de l'isolement total du régime sud-africain, comme elle l'a fait, mais faire pression pour qu'il y ait des sanctions.

*On sait bien que la France est le cinquième fournisseur et le sixième client mondial de l'Afrique du Sud. Comment expliquer la contradiction de l'Etat français entre son discours hostile au système d'Apartheid et ses intérêts économiques très importants?*

On peut l'expliquer très clairement, on n'est pas obligé de faire un petit dessin: l'Apartheid rapporte et la dénonciation de l'Apartheid rapporte aussi. Tout ce qui profite, soit en voix, soit en monnaie sonnante et rébuchante est bon pour le gouvernement.

*Le Mouvement Anti-Apartheid n'a-t'il pas eu des pourparlers avec le gouvernement pour changer quelque chose?*

Oui, il y en a eu, mais ce n'est pas la peine de se sentir les chevilles enflées. On ne sous-estime pas ce qu'on a fait, on ne le sur-estime pas non plus. Ce qui est important pour nous c'est que toutes les organisations politiques et syndicales se battent là où elles sont, avec les armes qu'elles ont, pour l'isolement total de l'Apartheid. Il faut convaincre le gouvernement et les organisations de faire quelque chose, on n'a pas la prétention de le faire à leur place.

## ... LES ARMES AUSSI!

*Une dernière question, personnelle: en quoi, en tant que Blanc, la lutte anti-Apartheid t'interpelle-t-elle?*

C'est très simple, ça passe par la Tanzanie. J'y étais, deux ans au moment où la France livrait des armes au régime sud-africain. Le président Giscard avait un ministre aux affaires étrangères, De Guéringaud. Il est venu à Dar-Essalam, juste avant que j'y aille, et j'ai failli ne pas avoir de visa à cause de cet imbécile: parce qu'il vendait des armes à l'Afrique du Sud et, comme les Tanzaniens le savaient, ils sentaient que c'était une trahison de la France. Quand il est arrivé à l'aéroport, ils lui ont réservé une petite manifestation qui ne lui a pas du tout plu parce qu'il a senti que derrière cette manifestation il y avait peut-être le président Nyeréré. Il a piqué une colère en disant qu'il voulait des excuses personnelles du président Nyeréré. Celui-ci a répondu qu'il ne lui ferait pas d'excuses et que c'était à lui plutôt d'en faire pour avoir vendu des armes à l'Apartheid... Pendant deux ans, en Tanzanie, je me suis rendu compte de ce que signifiait vendre des armes en Afrique du Sud. C'est vraiment un crime contre l'humanité, ça ne concerne pas seulement les Noirs d'Afrique du Sud mais aussi les Noirs de Tanzanie et les Blancs. C'est nous qui les vendons, ces armes; au retour au pays, je me suis dit que je pouvais faire quelque chose dans ce domaine.

*Propos recueillis par Abdel  
Août 1985*

*(Les intertitres sont de la rédaction lyonnaise)*

*Photos: manifestation anti-apartheid à Lyon, septembre 1985 (photos Mimmo)*



# Ringards et ringards à demi

(ou plus ringard que moi tu meurs)

**S**ans l'opinion publique en général et la jeunesse en particulier, Rocard et les siens ne paraissent pas concernés par l'épithète de ringard qui est actuellement couramment employée dans la polémique, en lieu et place d'argument.

Ainsi, ralliant sur son nom des suffrages venant de différents horizons, champion de la modernité, héros de la lutte contre tous les archaïsmes, réussissant à se démarquer des combinaisons politiques, il apparaît comme un homme neuf et parvient en tête de tous les sondages.

Rocard est, sans nul doute, devenu « un homme politique » de première importance. En plus de sa popularité, il obtient désormais dans son propre parti plus du quart des suffrages. Mais, surtout, il a réussi à en infléchir les positions.

Mais, que l'orientation qu'il défend soit neuve et originale, adaptée aux problèmes de la société en fin de siècle, est une autre histoire.

Sans doute la campagne de « rénovation », à laquelle il a rallié une grande partie des cadres de son parti, vise les deux grands faillits de l'étatisme de gauche : la social-démocratie et le bolchevisme.

Mais pour y mettre quoi à la place ?

Rocard n'a jamais apporté sa caution, ni au congrès d'Epinau (auquel il n'assistait pas d'ailleurs, mais qui fut le baptême du nouveau PS\*), ni au congrès de Metz dont la logique fortement capitaliste d'Etat pouvait être résumée en ces termes : nationalisations, force d'entraînement du secteur public, arbitrage gouvernemental dans les discussions tripartites, extension de la démocratie dans l'entreprise. Le tout devant s'articuler dans le sens d'une réduction lente mais progressive de l'économie de marché. Ce que les rédacteurs des résolutions appelaient rupture\* suscitant la perplexité, les brocards et les inquiétudes de Rocard.

Au contraire, les rocardiens se prononcèrent contre les frictions qui pourraient être apportées au marché, et conjointement et logiquement contre toute intervention et initiative de l'Etat dans l'économie. Cette politique d'ensemble devait s'accompagner de mesures compensatoires de nature législative comme les lois Auroux, et micro-économique (dispositions en faveur de la création d'entreprises et de l'économie sociale ou coopérative).

C'est cette politique que le gouvernement PS a fini par mettre en applica-

tion, d'abord sous l'impulsion de Delors et ensuite de Fabius.

Or, cette politique repose sur le postulat de l'existence de l'intérêt commun ou pour le moins convergent du patron, de l'entrepreneur, du dispensateur de crédit, du contremaître et de l'ouvrier du rang. L'entreprise, ô prodige de la découverte, est une grande famille. Et cette famille dont tous les membres du haut en bas de la hiérarchie sont unis dans la même communauté d'intérêt et d'objectif productivistes, c'est la classe des industriels dans la terminologie saint-simonienne.



Et ce n'est pas un hasard si les « modernistes » les plus hardis se sont regroupés dans le cercle de réflexion Saint-Simon. Ils en ont repris la terminologie parfois, et l'orientation. Cette « nouveauté » politique est pré-marxiste et pré-anarchiste. Nous pourrions, par conséquent, à bon droit, retourner à ceux qui s'en réclament l'épithète de ringards.

Malgré ses origines anciennes, ce courant est semble-t-il revenu au premier plan de l'actualité, si on en juge par l'Encyclopédie Universalis elle-même, qui en signale l'existence : «... de bons esprits sont persuadés que, dans le monde occidental actuel, dans la société de consommation, les idées saint-simoniennes restent les plus fécondes des conceptions apparues dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ». Vol. 14, p. 623.

Cette fécondité doit bien sûr pouvoir s'expliquer.

L'histoire du saint-simonisme est révélatrice. Pendant tout le 19<sup>e</sup> siècle, il rallia d'audacieux entrepreneurs décidés à éliminer les vestiges de l'ancien régime comme autant d'obstacles au développement de l'industrie. Le développement des forces productives furent au rendez-vous comme l'avait prédit Saint-Simon, mais aussi l'antagonisme croissant dans la classe « industrielle », entre le salariat et les entrepreneurs propriétaires ou dirigeants, comme l'avait imaginé Proudhon, Marx et Bakounine. A la suite de nombreuses tribulations théoriques, on attribua le développement de l'Etat et la solution fut de renforcer son intervention dans un sens jacobin et centralisateur. Ce palliatif triompha en Allemagne et en Russie d'où il s'étendit à toute l'Europe sous la forme de différentes variétés de marxismes.

Ce recours à l'Etat ne se révéla pas la solution idéale. A l'Est, il engendra des monstruosité et ne permit pas même de rattraper les pays occidentaux, à la faveur de la troisième révolution technologique. A l'Ouest, cette politique s'est révélée décevante, suffisamment pour être remise en cause. Ce furent les réajustements de Bad-Godesberg en Allemagne et également l'aggiornamento du PC italien et la rénovation du PS français. On retrouve le marché, les mérites de l'effacement de l'Etat et l'harmonie dans l'entreprise dans le cadre du système. Une certaine pensée sociale et réformatrice, à vrai dire, n'a cessé d'osciller entre le marché et l'étatisme. Nous sommes dans un retour d'oscillation qui s'explique, comme nous l'avons indiqué, par l'échec de l'étatisme, mais également par l'analogie qui existe entre notre époque et celle de Saint-Simon. L'époque saint-simonienne était une époque où les découvertes scientifiques appelaient de nombreuses applications industrielles (vapeur, chemin de fer, etc.). La nôtre aussi, mais dans des proportions inédites dans l'histoire de l'humanité (galopante technologique depuis une vingtaine d'années).

La tentation est grande, dans cette situation, de considérer que les applications scientifiques vont résoudre tous les problèmes ou du moins devenir le facteur décisif pour les résoudre. Il y a dans la « modernité » du parti socialiste comme un écho des enthousiasmes scientistes que l'on peut lire sous la plume de Saint-Simon : de moyen à mettre au service de la transformation des rapports sociaux, la modernisation technologique devient le but en soi.

La CFDT en particulier, apporte sa caution à cette construction et opération politique. Après avoir attiré l'attention sur un certain nombre de problèmes et situations nouvelles, de façon relativement intéressante, la CFDT est en train de se transformer en un simple groupe de pression dans une association avec le pouvoir qui est un prolongement de la conception que certains de ses dirigeants, et non des moindres, défendent, concernant l'entreprise comme réalité conflictuelle mais associative. C'est le sens qu'il faut donner à la dernière prestation d'Edmond Maire pour éliminer la grève comme pièce essentielle de la stratégie ouvrière. Comme si l'échec ou le succès des revendications ou des projets et contre plans pouvaient être autre chose que le résultat d'un rapport de force.

Ces arguments ne convaincront pas tout le monde. Rocard a un gros capital de sympathie dans ceux qui se sont trouvés dans notre sillage après 68. On nous retournera d'autres arguments: Rocard n'est-il pas celui qui, dans le parti socialiste, a parlé de l'opposition de deux cultures socialistes, la jacobine centralisatrice et l'autogestionnaire et décentralisatrice. Que ceux qui croyaient que Rocard pouvait être un proche en fassent leur deuil. D'après ses propres paroles, cette opposition des deux cultures est devenue, dans le cadre de la préparation du dernier congrès du PS, l'opposition entre la culture de gestion et la culture d'opposition.

Etatisme, marché, harmonie dans l'entreprise dans le cadre du système, sont des vieilleries.

La modification fondamentale des rapports de production, des rapports sociaux et individuels, utilisant les potentialités des découvertes scientifiques et non la «modernisation» considérée comme pouvant en elle-même apporter le progrès, est la seule politique qui ne mérite pas le terme de ringard.

Michel RAVELLI - Novembre 85

#### NOTE

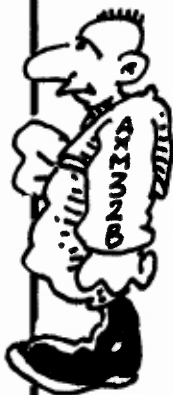
\* Pour les anarchistes, bien sûr, aucune forme de capitalisme d'Etat ne peut être considérée comme une transition.

#### NON A LA REPRESSION CONTRE OTAGES

Le 15 novembre, la Cour d'Appel de Douai a condamné Yves Deschamps et Thierry Destrieux, tous deux rédacteurs du journal «Otages», à 15 mois d'emprisonnement dont 10 avec sursis et mise à l'épreuve durant 5 ans pour «recel de malfaiteurs» et «complicité de détention d'armes».

Cette condamnation est lourde de conséquences: on a voulu frapper «Otages» ainsi que la DEFENSE LIBRE.  
Otages, BP 37, 59651 Villeneuve d'Ascq cédex.

# COMMUNIQUES



#### INCROYABLE MAIS VRAI !

Le numéro 64 d'IRL a été interdit de vente à la Librairie du Monde Libertaire. Officiellement, personne n'a daigné nous en informer, et encore moins nous en fournir l'explication. Alors, ne comprenant pas, nous avons passé au crible le contenu de notre revue, et cherché la raison d'une telle mesure...

D'emblée, nous avons éliminé le petit communiqué de Vanina, comme nous l'avaient fait remarquer de nombreux militants FA. En effet, il n'attaquait pas la Fédération anarchiste, mais épinglait, sur un ton non dénué d'ironie, le secrétariat de Radio Libertaire. Certains d'entre nous ont pensé que, peut-être, les communiqués annonçant la sortie du dernier «CPCA» ou «Courant alternatif», nous avaient valu l'interdiction d'IRL. D'autres ont avancé l'article de Guérin, arguant que le dernier recueil de ses textes n'étaient pas en vente à la Librairie du Monde Libertaire. D'autres encore ont suggéré que la mesure prise à l'encontre d'«IRL» n'était qu'une subtile manœuvre pour permettre au «Monde Libertaire» numéro 594 de piquer son titre — «Contre tous les racismes» — sans que cela se remarque... Bref! nous avons envisagé mille hypothèses. En vain. Au bout du compte, las de nous torturer les méninges, nous avons interrogé une personne autorisée, et celle-là, d'un doigt ferme, nous a désigné l'objet du délit: «Sur un air de R.L.». C'était donc lui! Etonnant, non! Mais, bien sûr, vous qui, n'ayant pas trouvé «IRL» chez votre libraire habituel, n'avez pu l'acheter, vous ne pouvez pas d'avantage vous étonner avec nous. Que cela vous serve de leçon: abonnez-vous!

IRL-Paris

*IRL Lyon tien à faire savoir qu'il aurait souhaité que s'ouvre, sur ces problèmes, un véritable débat entre les parties en cause et que ne soient pas seulement publiés les communiqués expédiés par la rédaction parisienne, qui nous paraissent susceptibles de favoriser une orientation polémique que nous ne souhaitons pas voir se développer.*

IRL-Lyon

#### ANTIMILITARISME A BORDEAUX

Une bibliothèque antimilitariste et une permanence objection viennent de se créer à Bordeaux. La permanence se déroulera tous les lundis de 17 à 19 heures.  
Bibliothèque antimilitariste, 7 rue du Muguet, 33000 Bordeaux, tél.: 56 81 01 91.

#### DEBATS A LA GRYPPE

La librairie libertaire La Gryffe organise dans les prochains mois, une série de débats:

- Apartheid, 8 janvier: avec la participation de Jacques Marchand auteur de «La propagande de l'Apartheid».
- Le 25 janvier, «Insoumissions à l'école obligatoire» avec l'auteur.
- Le 7 ou le 8 février, débat avec des membres du Lycée autogéré de St Nazaire.
- mi février, débat avec un des représentants de Solidarité en France: Kowalewski.

Pour confirmation éventuelle et autres informations, téléphoner au 78 61 02 25 ou passer au 5 de la rue Sébastien Gryffe, 69007 Lyon (métro Saxe-Gambetta).

#### ANARCHIE DANS L'NORD

A l'initiative des groupes de Lille, Douai, Dunkerque et Boulogne, il a été décidé, le 17 novembre, la création d'une Union régionale de la Fédération Anarchiste.

De plus, le groupe de Lille anime une émission, La Voix sans Maître, tous les vendredis de 21 à 23 heures sur Radio Campus (99.6). tél.: 20 91 24 00.

La librairie de l'Idée Libre est ouverte tous les dimanches matin de 10h30 à 13h30, 38 rue Jules Guesde, 59000 Lille (Métro Wazemmes). tél.: 20 57 37 06.

Pour tout contact, FA BP 4 59651 Villeneuve d'Ascq cédex.

#### ENCORE UN PROCES D'OBJECTEURS

A l'heure où nous imprimons IRL, un de nos camarades, Roland Long, passera en procès, le 11 décembre à Lons-Le-Saunier. On pourra toujours lui écrire, pas en prison, nous l'espérons, à Long Roland, 6 rue des Cordeliers, 39000 Lons-Le-Saunier, CCP Long Michel CCP 64 92 e LYON.

#### SUICIDE MODE D'EMPLOI

Le jugement a été rendu: Yves Le Bonnicc est déclaré coupable et condamné à 10 000 francs d'amende. Paradoxalement, l'auteur de la plainte et l'Association de défense contre l'incitation au suicide (sic) qu'il dirige sont renvoyés dans leur foyer.

Appel a immédiatement été fait. On peut adresser messages et témoignages de soutien à Claude Guillon et Yves Le Bonnicc, c/o Editions Alain Moreau, 5 rue Eginhard, 75004 Paris.

# Du lait des vaches et d'autres choses

**L**es lecteurs d'IRL savent tous quelles conditions sont nécessaires pour échapper aux cercles vicieux qui tissent la trame des crises de notre temps : c'est d'une part une information correcte qui permet d'évaluer les risques qu'impliquent certains choix ; et d'autre part la maîtrise du processus démocratique pour déterminer ces choix.

Le litre de lait dont on ne connaît que le prix chez l'épicier montre déjà l'absence d'une telle information. Rien n'est plus familier. Sait-on pourtant combien d'aberrations en étayent la production ?

Avant de parler de lait et de vaches, je crois nécessaire de noter que l'information est bien autant le fait de celui qui la reçoit que de celui qui la donne. Elle suppose un intérêt pour la question. Sommes-nous enclins à nous intéresser à un sujet aussi banal ?

La première aberration, je la vois en comparant la vie des paysans d'autrefois dont mes yeux d'enfant ont gardé le souvenir, à celle des agriculteurs d'aujourd'hui. Autrefois les gens travaillaient tout le jour mais ils travaillaient à leur rythme. L'agriculteur d'aujourd'hui travaille toujours 60 à 80 heures par semaine, mais il est stressé.

Il faudrait trouver le modèle mathématique pour expliquer le rapport effort produit/résultat obtenu ; plus de gagné, autant de perdu. La mécanisation a surtout permis que le travail soit plus inégalement réparti.

Notre agriculteur se retrouve donc à travailler autant qu'un travailleur immigré clandestin avec en outre les responsabilités d'un chef d'entreprise en faillite. La combinaison des subventions de l'Etat et des prêts du Crédit Agricole ont rendu le servage plus discret. L'agriculteur fait ce qu'il veut à condition d'être rentable. N'essayons pas d'analyser les subtilités des fluctuations du marché, ce sont des impondérables autant que l'humeur du temps, mais dont son existence dépend tout autant.

Chaque nouvelle ordonnance ministérielle permet d'élaguer un peu le nombre des exploitants. Aussi un chacun doit-il, si l'émulation des voisins n'avait pas suffi, optimiser au maximum ses méthodes de travail. Le sol et les animaux — autant que la machine humaine — paient cette politique. L'amour qui attache les hommes à la

---

*Je te remercie de m'avoir demandé d'écrire un article pour ton journal. C'était très difficile. J'ai eu très peur d'accumuler les lapalissades, dire des choses trop évidentes d'une part et, d'autre part, de dire des choses de façon tellement compliquées qu'il n'y aurait eu que moi à savoir ce que je voulais dire. J'espère finalement avoir réussi à écrire quelque chose de clair et compréhensible qui te plairas. J'ai eu beaucoup de mal aussi d'écrire pour un lecteur que je ne connais pas. Mais finalement cela m'a permis d'ordonner mes pensées, d'exprimer mes souhaits et les raisons pour lesquelles j'ai adopté la démarche qui est la mienne. Beaucoup de marginaux qui font des expériences similaires à la campagne sont trop peu conscients de la relevance (??) qu'elles ont. Il est possible aussi que les jeunes qui grandissent dans les villes n'ont pas d'idée des possibilités qu'ils auraient à la campagne. C'est pour eux que j'ai écrit mais aussi pour tout le monde parce que chacun est concerné. Si des choses que je dis sur l'agriculture moderne paraissent exagérées, il suffira d'interviewer les gens d'en bas qui travaillent sur la question agricole, pour te persuader que c'est toute la triste vérité. J'espère que cela passera aussi dans le style du journal. Des personnes qui ont délibérément choisies de vivre en ville comme toi ont nécessairement une optique différente. Je tiens beaucoup à ce que ce soit publié comme je l'ai écrit parce que j'en ai médité chaque mot et que mon nom ne pourrait plus être écrit dessous si ce n'était plus ma pensée. Bien sûr il peut y avoir pas mal de fautes d'orthographe et de grammaire à corriger...*

*Cela a été en tout cas une bonne compensation au travail de cet été. Nous étions trois avec quatre-vingts vaches à deux mille mètres d'altitude. Cela a été un travail très dur. Les premiers jours nous avons dû travailler 18 ou 19 heures. En tout cas, on arrivait à peine à dormir 4 heures et nous n'avions pas un quart d'heure dans la journée pour nous poser le cul pour manger. Quand nous n'étions pas en train de traire ou de laver le matériel il nous fallait courir de haut en bas au cul des vaches. Celles-là c'étaient de vrais vaches rustiques de montagne qui n'avaient pas peur de cavalier. Peu à peu nous avons maîtrisé la chose. En quelques semaines, nous avons réussi à dormir six heures par nuit et un quart d'heure dans la journée. C'est le secret de la montagne de nous avoir donné autant d'énergie. Cela aurait probablement été impossible ailleurs. Il y a eu des moments très durs entre nous, la fatigue aidant. Maintenant, nous en rigolons mais nous nous serions presque tapé dessus bien que le garçon avec nous soit le plus doux que je connaisse. Eh bien malgré tout cela, les vaches nous ont bien appréciés puisque nous avons eu, au dire des paysans qui nous demandent constamment de revenir l'année prochaine, une quantité record de lait. L'attitude respectueuse à l'égard des représentants de l'espèce bovine est payante!*

---

glèbe devient ainsi comme ces mariages que sanctionne l'église : jusqu'au pire.

Autrefois les méthodes archaïques de travail permettaient quand la même erreur étaient trop souvent répétée, que l'érosion ne se fasse connaître qu'après plusieurs siècles. Ce fut le cas du déboisement dans le bassin méditerranéen.

Aujourd'hui grâce à la puissance des machines et à l'efficacité des techniques, des erreurs d'une même ampleur peuvent facilement être exécutées en quelques années.

Ce sont les régions pauvres, mises en concurrence avec les régions les plus riches qui accuseront le plus rapidement les effets négatifs d'une exploitation abusive. Mais le sol des régions riches qui ont bénéficié les premières des techniques modernes accuse déjà un dépérissement de la faune microscopique. Le capital humus (la partie superficielle et vivante de la terre qui permet aux plantes de croître) s'en va.

Il en est des bêtes comme du sol. Les vaches laitières sont forcées à de tels ren-

dements qu'elles n'atteignent plus que le tiers de leur âge normal. Les stress qu'elles subissent, la quantité de nitrate qu'elles ingurgitent, la sélection excessive à laquelle elles sont soumises grâce à l'insémination artificielle, sont autant de causes des défaillances qui les mènent prématurément à l'abattoir. La transplantation d'embryon en se vulgarisant permettra d'accélérer le processus.

L'absurdité atteint les sommets de l'horreur quand le bétail est nourri avec des céréales, du soja et des produits en provenance parfois directe de pays comme l'Inde, le Sénégal ou le Brésil. La plupart des vaches laitières européennes reçoivent quotidiennement chacune de quoi nourrir une famille entière en Inde ou au Sahel.

Cinq ou six groupes financiers se partagent sous différents sigles le marché alimentaire mondial. La faim est leur affaire.

Je n'épuiserai pas le sujet. J'essayais seulement de montrer qu'une chose aussi familière que le lait nous était méconnue. Nous avons pour ainsi dire vécu dans la bienheureuse ignorance de ce que nous cautionnons.

Une vache est un animal sensible, intelligent et affectueux. Elle donne son lait pour avoir développé son instinct maternel à un tel point, qu'à l'époque de la domestication, elle a bien voulu adopter l'homme comme son propre veau. C'est une histoire d'amour qui se passe mal. Qui sait lire dans les yeux verra dans le regard doux et triste des vaches comme un reproche muet.

Son lait est un don précieux. Selon qu'il soit transformé d'une façon ou d'une autre, ce peut devenir un produit d'une saveur remarquable ou quelque chose à peu près dépourvu de toute valeur nutritive. Autant boire du Pepsi que du lait UHT.

Nous pouvons adopter différentes attitudes en face des problèmes de notre temps qui ne sont pas seulement celui des vaches et du lait mais une remise en cause de toute vie sur cette planète. L'indifférence laisse le mépris stigmatiser tous les êtres dont n'est plus considéré que le seul aspect financier.

La vie procède d'une imagination ludique. Le jeu auquel elle nous convie n'est pas de ceux où les uns gagnent au détriment des autres, mais plutôt que toutes ses formes s'épanouissent en se favorisant mutuellement.

Il serait erroné de croire que les activités humaines ne puissent avoir que l'effet négatif dans le bilan de la nature que nous leur connaissons aujourd'hui ; de même qu'il serait fatal de croire ne pas pouvoir se défaire des conditionnements imposés par un environnement urbain.

L'accumulation des parti-pris culturels a conduit à négliger des aspects aussi fondamentaux que la faculté d'adaptation de notre corps. Des gadgets allègent la plupart de ses fonctions et les moyens mis en œuvre pour aboutir à

ces facilités écrasent l'environnement alors qu'une existence plus intimement liée aux éléments naturels offrirait sans aucun doute un bien-être supérieur.

La faune et la flore s'étaient largement accomodées, au cours des siècles, des interventions de l'homme. Dans un paysage de bocage, les parcelles cultivées et les haies semi-sauvages s'imbriquent et se complètent ; ailleurs les terrasses en permettant une meilleure utilisation des pentes, les protègent de l'érosion. L'homme était un facteur de diversité du paysage avant d'en devenir celui de son appauvrissement.

Les sociétés traditionnelles eurent le mérite de placer le consommateur à la source de la production. Aussi furent-elles très économes sur les moyens à mettre en œuvre pour assumer leurs besoins matériels. Il n'était demandé qu'un moindre tribut à la nature et celui-ci ne faisait l'objet d'aucun gaspillage. En fait la multitude des expériences qui ont été faites sur cette planète, prouve que le caractère des rapports sociaux jouait un plus grand rôle sur le bien-être de la population que les ressources disponibles.

Chaque espèce végétale, sauvage comme domestique, répondait autrefois à un usage particulier. La connaissance de cette panoplie s'est perdue au fur et à mesure que les gens se sont insérés d'avantage dans les circuits monétaires. L'économie marchande implique une fractionnalisation contraire à la globalité d'une symbiose avec la Terre.

Il nous faudra toutes les ressources de notre imagination pour retrouver le secret d'une telle symbiose. Réorienter nos besoins, s'immiscer dans les rythmes de la nature, comprendre ses métamorphoses permanentes mais surtout marquer de respect nos rapports avec les représentants de ses autres règnes, végétaux et animaux. Les bribes de mythe qui nous sont parvenus nous apprennent que dans les temps très anciens les hommes attribuaient au peuple des Élémentaux de veiller sur les plantes et les bêtes. Il s'agissait de se concilier leur faveur. Les étonnants succès de cette époque à domestiquer les espèces sauvages, suggèrent que les hommes étaient alors plus près d'appréhender la vérité qu'on ne l'est à tripoter les gènes dans nos laboratoires.

Redécouvrir le monde qui nous entoure exige une très grande disponibilité.

Aussi enrichissante cette expérience soit-elle, elle ne restera pourtant l'apanage que de quelques-uns tant que prévaudront les lois actuelles restreignant les possibilités d'utilisation des surfaces agricoles aux seules personnes acceptant de s'endetter lourdement. Un décret de cette année (merci Rocard) stipule que la surface minimum d'exploitation soit non plus de 20 mais de 25 hectares. Outre l'investissement qu'implique une telle surface, il est peu probable qu'une personne seule

puisse l'entretenir au mieux de ce qu'elle saurait prodiguer.

De deux facteurs limitant notre expérience, la surface disponible et le savoir-faire ou plutôt l'art de vivre, ce dernier est de beaucoup le plus important.

Pour en permettre l'apprentissage plus de fantaisie devra être exigée à l'avenir dans les domaines juridiques, économiques et sociaux. La notion de responsabilité surtout aura à supplanter celle de propriété.

Il ne s'agit pas d'un programme abstrait aussi lointain qu'in vraisemblable mais d'une aventure à partager dont l'impact sera, à son heure, celui de l'ivraie des talus qui transforme en forêt vierge le moindre terrain vague.

Les qualités requises dans nos rapports avec les êtres des autres règnes ne devraient pas manquer aux rapports entre nous. C'est peut-être le plus délicat de toute l'opération. Trop de tentatives de retour à la campagne ont échoué à cause des écueils que recouvrent les relations humaines. L'importance de l'enjeu devrait nous aider à dépasser nos bornes. L'amour permet d'oublier les lois, de quitter le cadre des normes habituelles et le respect est une condition pour aimer les autres.

Tout est lié. L'avenir, le tiers-monde, la forêt, la poule, les œufs, notre mode de vie.

Les problèmes de notre temps sont essentiellement des problèmes humains. Leur solution dépend et de la valeur de nos conceptions et de la qualité de nos sentiments. Leur complexité appelle une réponse globale.

De même que l'information est le fait de ceux qui la retiennent, ceux qui en comprennent l'importance, feront les choix en conséquence. Le jeu en vaut la peine.

C'est à la fin du petit déjeuner que j'aime lire le genre de choses comme je vous ai écrit.

Michel OTS



# ROMANS

**LA PETITE FILLE  
AU BOUT DU CHEMIN  
DE LAIRD KOENIG  
(HACHETTE OU LIVRE DE POCHÉ)**

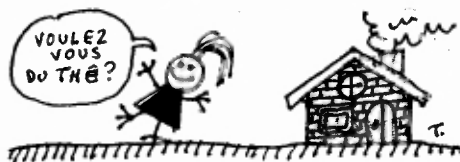
ELLE N'A QUE 13 ANS ET MÈNE SA PETITE VIE DÉNARDÉ DANS LA GRANDE MAISON AU BOUT DU CHEMIN. VOILÀ QUI INTRIGUE. OÙ EST DONC SON PÈRE ? POURQUOI NE VA-T-ELLE PAS À L'ÉCOLE ? VOILÀ QUI DÉRANGE. CE N'EST PAS NORMAL : UNE ENFANT C'EST FAIT POUR OBÉIR, POUR SE PLIER AUX ORDRES ET AUX DÉSIRS DES ADULTES. ILS VONT ÊTRE IGNOBLES AVEC ELLE ALORS TANT PIS POUR EUX S'ILS NE SE RELÈVENT PAS DE CE DÉLICIEUX THÉ AU PETIT GOUT D'AHENDE AMÈRE.

**XAVIER  
IRVING,  
TORDU JUSQU'AU BOUT  
DES ONGLES.**

J'AI COMMENCÉ UN ROMAN D'IRVING, TRANQUILLE, COOL QUOI !! LA CHEMINILLE ÉTAIT AU RALENTI, NOUS PROGRESSIONS ENSEMBLES, MOI DANS MA LECTURE, ELLE EN VITESSE, JUSQU'AU MOMENT OÙ JE ME SUIS ACCROCHÉE À SA REHARDE REMBOURRÉE DE MOUSSE DANS LAQUELLE MES ONGLES SE SONT ENFONCÉS DANS L'ATTENTE D'UNE SENSATION FORTE OU D'UNE ENVIE DE VOMIR. C'EST LA PREMIÈRE QUI M'EST TOMBÉE DESSUS, SANS CRIER GARP!

UN ÉCRIVAIN POIDS MOYEN, NÉ D'UN ACCOUPLEMENT RAPIDE SUR UN LIT DE MORT, DANS LE BROUILLARD DE SUEUR D'UNE SALLE DE LUTTE; SOUS LE TENDRE REGARD D'UN TRANSEXUEL PORTANT SUR SES ÉPAULES VIRILES LES PROBLÈMES DE FÉMINISTES HOMOSEXUELLES À LA LANGUE COURBÉE, PÉNIABLE SOLIDARITÉ AVEC UNE JEUNE FILLE JADIS VIOLÉE ET LAISSÉE LA BOUCHE VIDE DE LANGUE, À JAMAIS MUETTE, SONT DES FRAGMENTS DE LA FRESQUE QUE NOUS OFFRE "LE MONDE SELON GARP", "HOTEL NEW HAMPSHIRE" ET "MARIAGE POIDS MOYEN". LES DEUX AUTRES ROMANS DE CET AUTOUR SONT CERTES MOINS INTÉRESSANTS MAIS VALENT LE DÉTOUR. (LES 3 SONT AU "POINT ROMAN")

CHRISTINE



**LA GUERRE OLYMPIQUE.  
DE PIERRE PELOT  
(DENOËL)**

EN 2222, ET CELA DEPUIS 22 ANS, IL N'Y A PLUS DE GUERRE... LES GOUVERNEMENTS DU MONDE ONT TROUVÉ LA SOLUTION POUR CONCILIER LE NATIONALISME DES PEUPLES, SONT DÉSIR DE PAIX ET CELUI D'AFFRONTEMENT : LA GUERRE OLYMPIQUE... QUI OPPOSE TOUS LES DEUX ANS LES MEILLEURS ATHLÈTES DES DEUX BLOCS ENEMIS... CELUI DE LA CONFÉDÉRATION LIBÉRALE, LES BLANCS, ET CELUI DE LA FÉDÉRATION SOCIALO-COMMUNISTE, LES ROUGES.

A CHAQUE ÉPREUVE PERDUE PAR UN CAMP, CELUI-CI SE VOIT TUER DES DIZAINES, DES CENTAINES OU DES MILLIERS (VOIR DES MILLIONS POUR L'ÉPREUVE FINALE) DE SES HABITANTS CHOISIS PARMI LES DÉLINQUANTS, LES OPPOSANTS, LES CONDAMNÉS... UNE ÉPREUVE DE BOXE PERDUE ET HOP!! LA PETITE BOMBÉ QU'ON T'A LOINCÉ DERRIÈRE LE CRANE SE DIT "BOUM!" ET TOI AVEC... HAHA! C'EST QUAND MÊME MIEUX QU'É DE JOUER AU LOTO SPORTIF.. HAHHAH! ET PUIS J'OUBLAIS DE VOUS DIRE... EN TANT QU'ÉLÉMENT ANARCHISTE INCONTROLÉ, VOUS ÊTES PROGRAMMÉ POUR LA PROCHAÎNE ÉPREUVE... MAIS N'AYEZ PAS PEUR ON A TOUTES NO CHANCES, NOUS SOMMES INVAINCUS AU 400M. (PIÈGE DEPUIS 8 ANS !!... HAHA!!... TP.N.



**VIVRE LIBRE OU MOURRIR !..**

FANZINE ANARCHISTE BELGE... IL EST MENSUEL ET EST TRÈS BIEN... IL S'INTÉRESSE À TOUT : ÉLECTION, ARMÉE,

ETC... À COMMANDER D'URGENCE! CÉ SONT DES GENS QUI ONT ENVIE DE BOUGER - CONTACT : ALAIN RENOTÉ 5 RUE VIEUX TEMPS - 4000 LIEGE.

**ON A FAIM!**

UNE TOUJOURS AUSSI GRANDE FAIM DE VIE ET DE LIBERTÉ AVEC CE NUMERO 2 DE CE FANZINE ANARCHO PUNK: ANTI MILITARISME, EXPRESSIONS, ROCK SUBVERSIF... AIDER LES ILS SONT DANS UNE MAUVAISE PASSE!... CONTACT : ON A FAIM! 9 IMPASSE DES POMMIERS - 76800. STÉTIENNE DU ROUVRAY.



**LE NOYÉ À DEUX TÊTES  
DE JACQUES TARDI  
(CASTERMAN)**

VOILÀ LE 6IEME VOLUME DES AVENTURES D'ADELE BLANC-SEC. L'HISTOIRE EST IRACONTABLE, IL FAUT LA SUIVRE DEPUIS LE DÉBUT... C'EST LA CONTINUITÉ DES AVENTURES AU MILIEU DE MAGOUILLES, D'HORREURS GÉNÉTIQUES, DE PERSONNAGES RIDICULES (EN GÉNÉRAL LES FLICS, MAIS VOUS AVIEZ DEVINÉ!), ETC ET ENCORE ETC, DE CETTE (ANTI)HÉROÏNE QUI EN FAIT N'ARIEN À FAIRE DE TOUT CE QUI SE PASSE AUTOUR D'ELLE ET QUI N'ASPIRE QU'À LA TRANQUILLITÉ. MANQUE DE BOL ADELE! C'EST PAS ENCORE POUR CETTE FOIS!! BREF C'EST DU TRÈS BON TARDI (... ..) ET COMME D'HABITUDE LE RIDICULE ET L'IRONIE SONT LES MAÎTRES DU JEU... ÉTLA EN PARTICULIER PAR RAPPORT AU NATIONALISME VICTORIEUX PUISQUE LA GUERRRE DE 14 VIENT DE SE TERMINER...

Y'A AUSSI UN ANAR QUI SAUTE AVEC SES BOMBES DU DÉBOT À LA FIN, ET Y'A DES CLOWNS QUI ASSASSINENT UN GÉNÉRAL EN PLEIN CIRQUE D'HIVER... ENCORE UN COMLOT TERRORISTE!! QUEL MALHEUR, APRÈS AVOIR VÉCU TANT D'HORREUR... PFFF...

B O N S O I R

# ROLES CULTURELS

---



# ROLES SEXUELS

---

NOUS PUBLIONS ICI TROIS INTERVENTIONS A UN DES NOMBREUX DEBATS QUI SE SONT TENUS LORS DES DEUXIEMES JOURNEES LIBERTAIRES DE LYON LES 18 ET 19 MAI DERNIER (\*). LE DEBAT EN SOI NE FUT PAS UNE REUSSITE. PEUT-ETRE LE SUJET ETAIT-IL UN PEU DIFFICILE A ABORDER, COMME CELA, EN REUNION PUBLIQUE. NOUS AVIONS CRAINT AUSSI UN DELUGE D'INTERVENTIONS RAPPORTANT DES EXPERIENCES PERSONNELLES ET NE NOUS SENTIONS PAS ASSEZ QUALIFIES POUR FAIRE EN SORTE QUE CELA ABOUTISSE A UN REEL ECHANGE. AUSSI LES INTERVENTIONS ETAIENT-ELLES VOLONTAIREMENT RESTEES SUR UN PLAN UN PEU FORMEL, CE QUI FAIT QUE, AU CONTRAIRE, LE DEBAT A LONGTEMPS VASOUILLE DANS DES GENERALITE. NOUS ESPERONS QUE LA PUBLICATION DES TEXTES LUS ALORS (LE MIEN ETANT LEGEREMENT REMANIE) PERMETTRA QUE S'EBAUCHE UN DEBAT ECRIT PLUS CONSTRUCTIF

(\*) Voir IRL 62

# Mourir ou vivre d'amour



**I**l est difficile d'attribuer exclusivement l'échec des tentatives révolutionnaires du passé à l'opposition, après tout logique, de la réaction, aux conditions économiques, ou même à une direction politique erronée. Toutes ces circonstances se justifient historiquement et n'auraient pas pu s'opposer à un mouvement populaire et massif aux objectifs clairs.

## LA VIE NE SE DECOUPE PAS EN TRANCHES

Ce qu'on peut constater, c'est que toutes les révolutions du passé, la révolution espagnole aussi bien que la révolution russe, n'ont pas trouvé, pour traduire le grand élan vers la vie dont ils portaient témoignage, d'autres mots que ceux qui se rapportent aux sphères idéologique et économique. Il ne s'agit pas de nier l'importance des données économiques en particulier, ni d'en faire un élément secondaire. Mais il est évident que les relations que nous avons les uns avec les autres, au niveau qu'on qualifie habituellement de politique ou d'économique, ne représentent qu'une partie de notre vie dont la plus grande

part relève de ce qu'il est convenu d'appeler la vie privée. Ceci était, ou est, sans doute, moins évident en d'autres temps, ou en d'autres lieux, là où la lutte pour la survie est la première préoccupation, mais, je pense, peut s'appliquer aux sociétés occidentales d'aujourd'hui.

D'autre part, il serait vain de nier ce qu'on sait depuis Freud, et sans doute même depuis avant, à savoir que la sexualité et l'affectivité ne sont pas des sphères isolées et circonscrites dans une partie de notre vie que l'on pourrait séparer de la vie sociale et politique. Sexualité et affectivité sont liées très étroitement à toutes les expressions de notre vie, y compris aux débats politiques.

## LES ANARCHISTES PRIS AU PIEGE

Les Anarchistes ont été parmi les rares révolutionnaires pour reconnaître l'importance de ce qu'ils appelaient alors la morale et qui n'était, en fait, que la mise en évidence du fait qu'il existe d'autres besoins que les besoins économiques, d'autres structures que les structures politiques, et que, d'autre

part, les hommes ont besoin de valeurs auxquelles ils puissent se référer, ou vers lesquelles ils tendent.

Cependant, le mouvement anarchiste s'est développé selon deux évolutions parallèles, sans qu'il y eut, de l'une à l'autre, beaucoup d'interactions.

D'une part, on a vu se créer, se développer, disparaître, renaître, des communautés constituées de gens qui tentaient de vivre entre eux d'autres relations, y compris amoureuses. L'échec ponctuel de ces relations n'est évidemment pas une preuve, de même que dans l'autre sens, leur perpétuelle renaissance sous des formes diverses.

La plupart des Anarchistes ont choisi de ou ont été amenés à intervenir dans les luttes sociales ou politiques en tentant de renverser les rapports de domination qui régissent les relations des

hommes les uns envers les autres dans la sphère sociale. Ils ont alors abandonné la sphère privée aux structures dominantes. Ainsi, durant la Révolution Espagnole, les Anarchistes se sont montrés soucieux d'un rigorisme moral inattaquable, aux yeux des valeurs dominantes, et n'ont que peu remis en question les relations entre hommes et femmes.



Cependant, c'est dans la dialectique entre ces deux domaines d'intervention que réside l'originalité du projet libertaire, et c'est seulement si nous parvenons à mettre cette dialectique en œuvre et en mouvement que nous aurons quelques chances de le voir aboutir.

Les relations affectives entre les personnes sont codifiées de la même façon que les relations dites publiques. Rien d'étonnant à cela puisqu'il ne s'agit pas de deux sphères séparées, mais des deux faces de la même vie.

## L'ORDRE ETABLI

Ainsi, la famille est-elle considérée comme la structure de base de la société ; elle est donc structurée comme l'ensemble de celle-ci à qui elle sert de modèle, ou qui lui sert de modèle. Les rôles dans lesquels les uns et les autres sont figés, à l'intérieur de cette structure sont similaires, ou, et tout cas aussi rigides que ceux qui nous sont assignés dans nos relations publiques. Dans ce cadre figé, les relations amoureuses relèvent plus d'un jeu de rôles que d'une découverte progressive et d'un enrichissement réciproque.

Même si ce tableau est caricatural, il conserve une réalité, au moins fantasmagique : l'homme est celui qui régenté tout, qui a, sur tout, une vue claire, celui qui va de l'avant. Même dans les relations amoureuses, ce n'est pas, à proprement parler, une personne qu'il désire, mais la conquérir. Il est admiré comme pourrait l'être une statue et ne peut laisser apparaître de faille au masque qu'il présente. La femme est, de la même manière, figée dans un rôle symétrique et complémentaire. Elle est désirable, digne ou non d'être conquise, compagne fidèle et dévouée (jusqu'à la mort, comme Eva Braun?). L'enfant, lui, n'est reconnu que comme adulte inachevé, la pièce manquante du puzzle familial. Outre les projections sociales qui pèsent sur lui, il doit subir celles, personnelles et duelles de ses parents.

Je ne prétends pas que l'amour soit inévitablement vaincu par les structures traditionnelles. J'affirme simplement que s'il parvient à subsister, c'est malgré celles-ci. C'est peut-être parce qu'il s'agit de quelque chose de révolutionnaire et de profondément subversif qu'il est possible, parfois, qu'il résiste à une structure destinée à le codifier et à le priver d'histoire et de développements.

Plus personne, ou presque, ne défend vraiment avec conviction ces structures qui, aux yeux de tous, s'effritent. Mais cet effritement va de pair avec l'élaboration d'autres structures, d'autres normes. Les mères célibataires ne sont plus au ban de la société. Il le faut bien, elles sont de plus en plus nombreuses. Mais l'Etat prend alors la place du père et s'arroge les mêmes droits sur la femme et sur l'enfant. L'homosexualité est banalisée et on voit même des

mariages d'homosexuels. Ces évolutions ne sont pas négligeables, puisqu'elles permettent aux gens de vivre un peu moins mal. Cependant, cela ne peut nous faire oublier que la différence n'est acceptée que pour autant qu'elle se coule dans les normes dominantes. Il faut également qu'elle soit clairement située ailleurs et que soient ainsi éliminés les risques d'une éventuelle contagion qui détruirait un ordre immuable.

## LA REVOLUTION, LUTTE PERSONNELLE

Plus encore que dans le cas des structures économiques et politiques, ce qui fait la force de celles-ci est qu'elles sont profondément interiorisées et que tout nous amène à les considérer comme des évidences qu'il ne saurait être question de discuter, ou comme un confort qu'il serait dangereux de laisser pour un inconnu fascinant mais dangereux.

Là, comme ailleurs, la révolution ne saurait être imposée de l'extérieur, ni même par un simple effort de volonté. Il ne s'agit pas seulement de nos idées qui sont en cause, mais de notre vie, de nos espoirs et de nos souffrances. Il ne peut s'agir que de la mise en œuvre d'une dialectique, la plus honnête possible, entre ce qu'on désire, ce vers quoi on se sent attiré d'une part, et, d'autre part, ce dont on se sent capable à un moment donné, ce qui nous paraît possible aussi compte tenu de ceux qui nous environnent et que nous aimons. Là, comme ailleurs, il y a toujours un risque. Mais le paradoxe veut qu'il soit peut-être plus facile de risquer sa vie dans un affrontement armé, que de tenter de la remodeler dans nos relations avec autrui.

Il nous faut bien, aussi, prendre en compte le fait que nous ne sommes pas des individus issus de nulle part, mais des personnes en partie modelées par le groupe dont nous sommes issus ou auquel nous appartenons.

## LES ANARCHISTES SONT DES PERVERS

Un point, cependant, me paraît certain. En tant qu'Anarchistes, nous ne pouvons accepter, simplement, ce qu'on nous présente comme des évidences. Ce que la société veut nous faire croire immuable et naturel doit être passé au crible de l'esprit critique.

Au sens propre, il s'agit là d'une perversité de l'esprit. A ce titre, nous ne pouvons que nous sentir proches de ceux que la société qualifie de pervers.

Il n'y a pas non plus un absolu qui serait un point immuable à atteindre (et après, on pourrait se reposer), mais un cheminement entre une situation donnée, à un moment précis, et une aspiration à une vie autre, que l'on sent possible et désirable. Cheminement parfois douloureux, parfois exaltant, qui peut être marqué de ruptures ou de re-

tours en arrière, mais qui nous permet de découvrir des paysages inexplorés.

\*  
\* \*

Un jour, peut-être, les choses seront en ordre : les individus auront chacun une place prévue à l'avance, une petite case dont ils n'auront plus à bouger : travailleurs, chômeurs, retraités, TUC, handicapés, jeunes, vieux etc. Tous les cas de figure seront prévus pour permettre aux femmes d'oublier leur aliénation : cheftaines d'entreprise, mère in vitro ou in vivo, mariées ou non, les homosexuels seront relégués dans des quartiers réservés, et s'en trouveront contents. On saura exactement comment faire pour que les enfants traversent ce carrefour si important de l'Oedipe. On parkera les derniers Anarchistes dans des réserves, avec les kanaks survivants d'un massacre perpétré par des hommes blancs, civilisés, et aux mœurs irréprochables. Il ne restera alors, à ceux qui ne voudront, ou ne pourront se couler dans aucun des moules ainsi prévus, ou prévisibles, d'autre solution que celles du désespoir ou du suicide. C'est cet avenir que nous refusons et auquel nous préférons celui de l'incertitude et de l'aventure. Et cela non par altruisme ou par idéalisme, mais par pur égoïsme.

En effet, cet autre qu'on nous présente comme possible, ailleurs, est déjà présent ici, en nous. La publicité n'est pas un gage de bonne moralité. Elle est cependant inscrite dans notre société, et elle présente tous les jours des images pour le moins ambiguës : femmes gainées et cravachées, petit garçon et petite fille couchés nus dans le même lit et dont le regard est pour le moins équivoque, ou très clair. Allons, honnêtes gens, encore un effort, et demandez-vous qui est le plus méprisable, du maso qui s'humilie devant une femme, du pédé en imperméable qui fait la sortie des écoles, ou de vous, qui contemplez ces images d'un regard complice et grivois. Finalement, on peut se demander aussi si tout ce que l'on considère habituellement comme des perversions, ne peut pas aussi, d'un autre point de vue, être une recherche métaphysique à propos des relations entre deux êtres.

Les vieux rôles auxquels nous nous accrochons désespérément, comme à une bouée de sauvetage, ne sont déjà plus que des détroques dans lesquelles nous sommes de plus en plus à l'étroit. Prenons garde que ne s'y substituent d'autres rôles qui à leur tour enserment nos désirs et nos amours dans une carapace certes sécurisante, mais qui leur imposera un horizon tout aussi borné que celui que nous rencontrons aujourd'hui. Il nous faut parvenir à regarder au-delà des murs qui enferment nos vies et oser, parfois, glisser un pas, ou plusieurs, au dehors.

Alain

# La famille ce n'est pas naturel c'est obligatoire!

**D**epuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, la famille tend à devenir impuissante, sa ligne de conduite étant de plus en plus dictée par le social.

Le code civil organise l'autorité parentale et régimente la vie quotidienne. Que le mineur s'éloigne ou s'échappe de l'orbite parentale et il passe sous surveillance de l'Etat avec ses avatars que sont les substituts parentaux, c'est-à-dire les travailleurs sociaux (éducateurs, assistants sociaux, psy, auxiliaires de justice,...).

L'enfant est l'être qui, soit par la famille, soit par la société, doit être pris intégralement en charge, corps et âme. Le contrôle tend ainsi à transformer chaque enfant en cas social.

Depuis quelques années, de propriétaire, la famille tendrait à être pédagogue. C'est peut-être le seul espace laissé ou délaissé par le trésorier payeur.

La politique familiale n'a pas pour finalité de protéger la famille ; bien au contraire, elle l'invente, la forme, la modèle au gré des besoins sociaux, au nom d'abord, au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, de la protection des enfants (en 1970, pour faire face à la dénatalité et à la future faillite des Caisses de Retraite, l'Etat donnait 10 000 francs aux familles qui offraient à la France un troisième enfant).

Schématiquement, sous l'Ancien Régime, la famille ne devait pas être plus recommandable qu'aujourd'hui, une nécessité avant que d'être naturelle ou obligatoire. C'était une structure qui permettait, bon an mal an, de faire face aux calamités séculaires, maladies, épidémies, famines. Beaucoup d'enfants mouraient en bas-âge et les adultes n'avaient guère, non plus, le temps de vieillir. Généralement, le père meurt quand le fils aîné atteint sa majorité. Peu connaissent leurs grands parents. La famille de ces époques était une structure éclatée ; si l'aïeul(e) se trouvait parfois dans l'encoignure de la cheminée, l'enfant, lui, était placé très jeune dans d'autres familles comme domestique de ferme, valet et, en moins grand nombre, comme apprenti chez un arti-

san. Pendant des générations, l'enfant a dû quitter sa famille pour en intégrer une autre. L'enfance comme notion ou période du développement n'existait pas.

Caricaturalement, c'est au XIX<sup>ème</sup> siècle que l'on va découvrir l'enfant et mettre l'accent sur la responsabilité des parents dans son éducation. L'Etat emboîtera le pas immédiatement sous des formes d'assistance à vocation protectrice.

Dans le dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'industrialisation et l'urbanisation qui s'en suit causent de tels ravages physiques et « moraux » dans cette nouveauté qu'est la famille ouvrière, que des lois apparaissent pour limiter la casse, l'exploitation sans mesure des populations (hommes, femmes et enfants) sous la pression conjuguée des revendications ouvrières et d'une frange de la bourgeoisie composée d'hygiénistes, de chrétiens sociaux et de paternalistes. Ironie du sort, cette fraction dite éclairée de la bourgeoisie de l'époque est principalement faite de juristes, d'où des lois.

Elles réglementent principalement les conditions de travail des femmes et des enfants dans les ateliers. Le mineur passe alors du statut d'enfant à éduquer, richesse qu'il faut faire prospérer, à celui d'enfant dangereux et en danger. Déjà la prostitution enfantine dans les faubourgs attirait ou inquiétait ces messieurs.

En 1851 est votée une loi sur les contrats d'apprentissage qui fait intervenir un tiers de bonne moralité, une personne bienfaitrice ou de bienfaisance. Ce tiers s'intercale entre le patron et le père s'il se montre socialement défaillant.

En 1889 paraît la loi sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés qui place sous la tutelle de l'Assistance « les mineurs retirés à leur famille ». La loi du 27 juin 1904 codifie et donne un caractère obligatoire aux méthodes et expériences éprouvées pendant tout le XIX<sup>ème</sup> siècle en matière d'assistance aux enfants.

Cette loi fut votée trente ans après avoir été soumise au Parlement.

Jusqu'en 1935, un père de famille dispose du droit de correction sur ses enfants. Il peut le faire emprisonner pour un mois si le rejeton rebelle a moins de 16 ans, jusqu'à six mois s'il a entre 16 et 21 ans. A cette date, ce droit de correction paternel sera confié à des maisons qui porteront le même nom et ce jusqu'en 1945.

Certains centres porteront le doux nom estival de colonie pénitentiaire (Jean Genêt).

Mais revenons à la famille sous l'angle du versement des prestations familiales.

La Révolution française a voulu substituer la conception laïque de justice sociale à la notion de charité sous la responsabilité de l'Eglise au travers des paroisses. La Convention, en 1793, élabore dans la Constitution une conception de l'assistance : « la Société doit la subsistance aux citoyens malheureux soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens de subsister à ceux qui sont hors d'état de travailler ».

La concrétisation de cette déclaration attendra 1889, année de la réunion à Paris du Congrès International d'Assistance qui met sur pied « la charte de l'assistance ».

Quant aux prestations familiales, il n'y en a aucune avant 1850, date à laquelle l'Etat accorde un sursalaire ou indemnité de vie chère aux fonctionnaires pères de famille nombreuse. Le 7 avril 1917 ce sursalaire sera accordé à l'ensemble des fonctionnaires.

Dans le privé, ce seront les différentes sociétés de Chemin de Fer qui l'appliqueront en 1916 à leurs salariés. Ce sursalaire fait hurler les économistes et les républicains bon teint. Les économistes tenants de la doctrine libérale s'opposent à toute intervention de l'Etat dans le domaine économique sous peine de déséquilibrer la régulation du marché et de le fausser ; pour eux, à travail égal, salaire égal. Pour les républicains, ce sursalaire est une vieille idée chrétienne qui remonte au Moyen-Age et remise au goût du jour par le

Pape Léon XIII qui, dans son encyclique *Rerum Novarum* de 1891 souligne que «le salaire doit être suffisant pour faire vivre le travailleur et les siens».

En 1920, pour la première fois dans l'organisation gouvernementale française apparaît un Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale. Avant, c'était au Ministère de l'Intérieur de s'en préoccuper. En 1924, ce ministère est rattaché au Ministère du Travail qui devint le Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale.

Il disparaît à son tour pour laisser la place, entre autres, au Ministère de la Santé en 1930. Après, ce sera la valse des étiquettes: Ministère de la Famille française en juin 1940, de la Famille et de la Jeunesse en juillet 40, de la Famille et de la Santé en 41, de la Santé et de la Famille en 43, pour être à nouveau scindé en septembre 44.

Le 11 mars 1932, l'Etat, prudent et prévoyant, promulgue une loi qui oblige les employeurs de l'industrie et du commerce à s'affilier à des Caisses de compensations agréées qui distribueront des allocations familiales. Il était temps car, dans les années trente, la France connaît une période de dénatalité conséquente puisque le nombre des décès l'emporte sur celui des naissances, une des causes étant les millions de morts de la guerre de 14-18.

En juillet 39 paraît le Code de la Famille dont le décret du 29 juillet reconnaît le droit aux allocations aux actifs non-salariés ainsi qu'aux salariés pendant des périodes d'inactivité forcée.

Les allocations deviennent alors un des instruments d'une politique nationale de la famille.

Le 12 août 1941, dans son Message à la Nation, le Maréchal Pétain déclare: «Aujourd'hui, c'est de vous-mêmes que je veux vous sauver».

Le sauvetage national ne tarde pas puisque que, dès décembre 41, est publié le statut sur les juifs. D'autres textes suivront, réglementant la morale, la race et l'économie de ce temps de guerre sous régime vichyste ( en 43, création de la Brigade de Protection des mineurs).

A cette même période, d'autres hommes travaillent les mêmes thèmes. Un renouveau politique et social se fait jour au sein de la Résistance. Le Conseil National de la Résistance adopte, le 15 mars 1944, la «Charte de la Résistance», un programme économique et social dit de reconstruction: «Mettre l'homme à l'abri du besoin». Le 4 octobre 45 naît l'organisation de la Sécurité Sociale «destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent».

Le 22 août 46, la protection sociale prévoit des allocations prénatales et de maternité.



HK'81

La politique d'action sociale qui se met, petit à petit, en place depuis un siècle vise à maintenir la représentation mythique de l'institution familiale:

- la famille est le lieu privilégié de la reproduction de la population;
- la famille est le lieu privilégié où sont élevés les enfants, ce qui impliquera que toute politique d'aide à l'enfance passe par la famille;
- la famille est la cellule économique de base pour la production et surtout la consommation;
- la famille est le niveau où se nouent les relations sociales les plus élémentaires et les plus résistantes.

Donc toute politique visant à l'épanouissement de l'individu doit tenir compte de la famille comme lieu de socialisation, comme cellule sociale élémentaire.

Rétrécissons, maintenant, l'angle d'analyse pour étudier l'évolution de l'incapacité juridique eu plaisir du mineur.

Notre système judiciaire et pénal actuel a vu le jour en 1810 par la promulgation du Code Napoléon.

Dans ce code, il n'y a aucun texte relatif aux relations sexuelles entre mineurs ou mineurs et adultes.



Jusqu'en 1832, la loi ne fait que réprimer la violence dans les relations pédophiliques.

En 1832 paraît le premier texte criminalisant l'attentat à la pudeur sans violence sur des enfants de moins de onze ans.

Le 13 mai 1863, l'article 331 est modifié portant l'âge à treize ans et pénalisant tout acte sexuel d'un ascendant sur son descendant jusqu'à sa majorité, 21 ans.

Concrètement, mise à part la famille, jusqu'en 1937 aucun texte de loi interdit à un mineur de plus de treize ans d'avoir les relations sexuelles qu'il désire s'il n'y a pas de violence à son égard.

Pétain qui veut aussi sauver les enfants d'eux-mêmes et pour protéger la race, signe une loi le 6 août 1942 interdisant toute relation hétérosexuelle avec un mineur de moins de treize ans et toute relation homosexuelle avant vingt et un ans. D'autres lois prenaient alors les relais pour punir l'homosexualité. Le maréchal et son gouvernement voulaient mettre fin à la débauche, cause, selon eux, de l'effondrement de la France en 39-40.

La libération des mœurs ne suivra pas celle du territoire. Celle-ci n'est pas achevée quand, le 8 février 45, la loi pétainiste est revotée. On y ajoutera, pour faire bon poids, le détournement de mineurs.

En 1960, il y aura encore un député, Mr Mirguet, pour faire voter un amendement répressif sous le prétexte que l'homosexualité est à ranger au magasin des tares dont doit se protéger la nation, entre la tuberculose et l'alcoolisme. La contraception restera interdite en France jusqu'en 1967. Lucien Neuwirth qui en obtiendra la légalisation s'appuiera sur le travail quasi clandestin du Planning familial entrepris dès 1954.

Il faudra attendre 1974 pour que les mineures aient accès gratuitement à la contraception même sans l'autorisation de leurs parents.

Le 5 juillet 1974, l'âge de la majorité passe à 18 ans et en 1982, les mineurs se retrouvent sur un même pied d'égalité quant à l'expression de leur plaisir, puisque l'âge dit de la majorité sexuelle est fixé à 15 ans, que la relation soit hétéro- ou homosexuelle.

Mais si la loi dégage un peu l'horizon des mineurs, elle maintient toujours les contrôles envers les adultes puisque les poursuites sont maintenues pour

outrage aux bonnes mœurs ou attentat à la pudeur (il n'y a pas si longtemps, en signant son bail, le locataire ou la locataire s'engageaient à faire usage du logement en « bon père de famille »).

La société, au travers de la loi, punit l'attentat à la pudeur sans avoir défini ce qu'est un attentat, punit l'outrage aux bonnes mœurs sans jamais préciser ce qu'est un outrage et défend la pudeur et les bonnes mœurs sans, non plus, les avoir qualifiées. Pourtant, toute intervention législative en matière de sexualité se réfère à la pudeur et aux bonnes mœurs, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle.

Pudeur, bonnes mœurs, attentat ou outrage appartiennent à un système de valeurs, de culture, de discours. Il s'agit en fait de protéger des populations dites à haut risques, celles pour qui, par exemple, la sexualité des autres peut devenir un danger permanent. En particulier, protéger l'enfant de ses propres désirs dès lors qu'ils se dirigent vers l'adulte.

A l'intérieur de ce nouveau cadre législatif destiné à protéger certaines fractions qualifiées de fragiles de la population, se développe un pouvoir médical qui sera fondé sur une conception de la sexualité. La sexualité va devenir une menace dans tous les rapports des individus, toutes les relations sociales, dans tous les rapports d'âges.

Le code civil, donc la société, ne reconnaît aucun droit à l'enfant, au mineur, en tant qu'individu parmi des individus, en tant que groupe social parmi d'autres groupes sociaux. Pourtant les droits dits fondamentaux s'appliquent à tous les hommes.

La législation du travail pénalise le mineur, même émancipé, dès l'âge de 16 ans. Le salaire d'un apprenti est de 15 à 45 % du SMIC. Quant aux enfants scolarisés, leurs salaires se réduisent à l'argent de poche. Pour beaucoup ce sera, après, le chômage ou un TUC ne procurant pas plus les moyens de vivre hors du cadre familial ou d'assistance.

La société considère l'état d'adulte comme un arrêt du développement de l'individu. Mieux même, aujourd'hui, l'adulte ne peut être qu'un homme inachevé, c'est ce qui se dessine derrière l'ampleur prise par la formation permanente.

En conséquence, on retarde autant que faire se peut, jusqu'à l'absurde,

l'âge d'entrer dans la vie active (avant, la vie est-elle morte ?) en prolongeant la scolarité ou par des constructions pseudo-professionnelles, quand ce n'est plus possible de les maintenir à l'école. Donc on renforce les prérogatives pédagogiques des adultes. On aboutit quand on en a fait des adolescents attardés ou des adultes précoces.

Où est l'enfant ? Où est l'enfance ?

La sexualité adolescente tend à s'identifier avec le désir d'anticiper sur l'état adulte. Les modèles s'étalent dans les magazines qui leur sont destinés, les films, chansons...

La demande présumée de l'enfant structure le désir de l'éducateur. L'enfant doit répondre à ce que l'éducateur attend de lui. Ce qu'il peut, lui, attendre de l'éducateur, est qu'il satisfasse à la demande qu'il suppose en son élève. L'enfant n'a pas, n'a plus de parole.

C'est l'entourage qui rend l'enfant identifiable, localisable. Il n'y a qu'un regard sur l'être de l'enfant. De cette surveillance tutorale peut découler l'uniformité et l'interdiction, mais aussi le plus grand libéralisme. Etre sous le regard, sous le savoir de l'adulte et ne pouvoir y échapper. C'est la prison.

A la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, un économiste, Jérémy Bentham, invente le mot panoptique pour en qualifier sa prison modèle. Les cellules sont disposées à la circonférence d'un cercle dont le centre est le mirador du gardien. Aucun détenu ne peut échapper à sa surveillance ou au risque de l'être, alors que lui ne peut le voir. Jérémy Bentham se proposait d'étendre la conception du panoptique aux hôpitaux et aux écoles.

L'éducateur veut et doit voir, car il est dépositaire de la fonction de maturation, donc d'infantilisation.

L'économie de l'enfant, du mineur, ne peut être que familiale ou étatique, vérité d'expérience, vérité institutionnelle faisant planer sur les autres modes d'intégration une suspicion légitime.

L'enfant fait peur parce qu'à travers lui, l'étrange, l'étranger vient s'installer à la maison et menacer la famille dans une autonomie d'action qu'elle entend jalousement conserver d'autant plus que sa marge de manœuvre se fait de plus en plus étroite.

L'enfant sans famille doit être malheureux pour la sécurité de nos consciences.

Bruno Hérail  
Mars 1985

#### BIBLIOGRAPHIE

Ni Vieux ni Maître

— Y. Le Bonniec et C. Guillon

L'Empire des Enfants entre nous

Une Erotique puérile

Emile Perviti

— René Schérer

CO.IRE. Album Systématique de l'Enfance

— Recherches n. 22 Mai 1976

La Protection Sociale

— Les Cahiers Français n. 215 Mars-avril 1984

# Femmes et violence

**L**e texte se propose, d'être plutôt une introduction et de permettre de poser un certain nombre de question.

Je parlerai plutôt de la violence subie par les femmes comme épiphénomène, illustration d'un des nombreux aspects des rapports de sexe et des rapports à l'intérieur de la famille, lieu privilégié de cette forme de violence.

La question des rôles sexuels et des rôles culturels qui est le thème de ce débat aurait pu être abordé par d'autres prismes en ce qui concerne la violence : la violence des institutions, la violence d'un lieu concentrationnaire, la violence individuelle etc... Entre toutes ces formes de violence il n'y a pas de problématique commune. Elle demande à chaque fois une définition particulière ainsi qu'un examen du champ social.

Mais ce qui nous intéresse ici, c'est ce qui est en rapport avec la « condition des femmes ». On ne peut parler de « femme et violence » sans essayer de voir comment elle opère dans les rapports de sexe et dans les rapports familiaux.

Jusqu'à ces dernières années, la violence intrafamiliale était un sujet tabou et elle le demeure encore. Le peu de données bibliographiques qui existent sur le sujet en attestent. Cela montre bien que parler de cette violence ( alors que nous sommes immergés sous les images et récits de guerres par exemple ) reste encore illicite, donc peu de littérature sur la violence domestique. Il serait intéressant de comprendre pourquoi ? Que masque ce silence ?...

On ne parle pas de ce qui se passe à l'intérieur des alcôves. Cela reste du domaine du privé ; la création de centres d'hébergements pour femmes battues a fait un peu sortir le sujet sur la place publique.

Pourtant le fait est massif : la femme battue existe et ceci traverse toutes les couches sociales. Il suffit de regarder du côté des centres hospitaliers le samedi soir aux urgences ou les femmes qui arrivent dans les centres d'hébergement... Elles viennent dans ces lieux pour demander du secours après maintes menaces physiques allant parfois jusqu'à des menaces de mort... Sans parler de toutes celles qui vivent cela et qui n'en parlent jamais. Les rapports homme-femmes se situeraient-ils dans deux camps ennemis et irréductibles ?

C'est vrai que notre culture judéo-chrétienne est fondée sur une culture

de la virilité dont les hommes sont également prisonniers ; culture qui s'enracine aussi dans l'éducation, l'école, le contenu des manuels scolaires, les images que nous fournit la publicité etc...

Cette forme de virilité apprise dans la socialisation implique pour les deux sexes ces différences de tempérament, de rôle, de statut. Au tempérament masculin est associé certains gestes, attitudes, agissements ; c'est l'homme qui assure le rôle de « Chef de famille ».

Qui dit statut plus élevé dit autorité et pouvoir. C'est lui qui peut administrer une correction à sa femme, et cette attitude ne fait pas partie des siècles passés. Contrairement aux apparences, nous ne sommes pas dans un siècle où la cruauté mentale l'emporterait sur la violence physique.

Du côté des femmes, la loi culturelle est surtout axée sur la beauté, l'attirance, la passivité, la disponibilité. N'est-elle pas dévouée à son mari et à ses enfants ? Nous sommes donc dans une culture affirmant un modèle quasiment inné : « le besoin de suprématie du mâle et l'envie de soumission de la femelle ». Ceci est brossé à gros traits, mais c'est sur ce décor que nous évoluons tous.

Chacun donc, est pris au piège des rôles sexuels contraignants et cette intériorisation des modèles dominants fondent des rapports de violence entre les sexes.

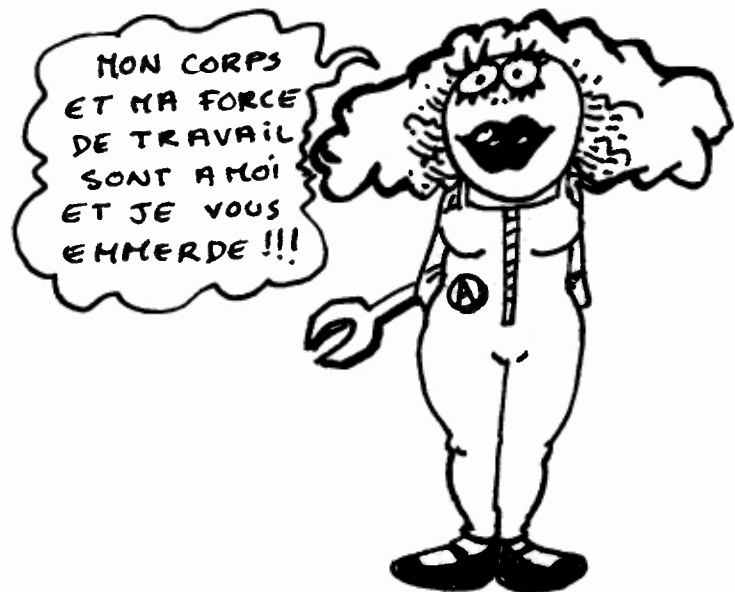
La situation de ces dernières décennies aurait changé. Le statut des femmes semble différent puisque la moitié d'entre elles travaillent, ce qui supposerait que nous soyons dans un statut plus égalitaire.

Mais les femmes forment le gros bataillon des emplois non qualifiés et elles n'en demeurent pas moins, prioritairement, malgré ce statut de travailleuses, la gardienne du foyer, celle qui est chargée d'élever les enfants. L'enfant demeure la grande affaire des femmes même lorsqu'elles ont un emploi.

Nous voyons dans le centre d'hébergement pour femme que, dans la plupart des cas, elle doivent quitter le « domicile conjugal » avec les enfants sous les bras, alors que souvent elles sont sans ressources.

Des allocations que l'on appelle A.P.I. ( Allocation de Parent Isolé ) leur sont accordées lorsqu'elles sont sans revenu. Le mode d'obtention de ces allocations vaut la peine qu'on s'y arrête. L'Etat accorde cette A.P.I. mise en place et revalorisée ces dernières années, correspond en gros à un SMIC. Cette aide se substitue au mari ou au père pour subvenir aux besoins des femmes isolées ; mais l'Etat par l'intermédiaire d'enquêtrices scrupuleuses, se comporte comme un mari jaloux et les conditions d'attribution sont très strictes : aucun homme, et aucune trace suspecte de leur présence ou de leur passage ne doit exister dans le logement de ces femmes sous peine de suppression de cette allocation. Curieux paradoxe, l'Etat paie aux femmes productives d'enfants une allocation mais laisserait au Saint-Esprit la capacité de leur en faire d'autres...!

La femme n'est pas reconnue comme sujet à part entière mais aussi et surtout pour les enfants qu'elle donne à la nation.



Cette mesure, souvent décriée, y compris par certains travailleurs sociaux notamment parce qu'elle coûte cher, implique qu'une femme ne peut exister que par rapport à un mari. Cela s'inscrit dans le système patriarcal où la femme demeure dans un rôle et statut que la famille nucléaire lui avait assigné.

Ce rôle est tenace, insidieux dans la tête des femmes et des hommes.

Dans les jugements de divorce qui laissent majoritairement la garde des enfants à la mère, parce que dans la plupart des cas les hommes ne la réclament pas, lorsque le logement des époux est attribué à la femme, souvent l'ancien conjoint reste dans les lieux et refuse d'en sortir. L'huissier, la police (lorsqu'elle veut bien se déplacer) n'y feront rien. Il n'y aurait qu'un bouleversement des mentalités, un autre rapport de forces, pour que les femmes se sentent dans une légitimité que rien ne les aide à acquérir. (Ni la loi sur le divorce, ni les institutions prises dans leur globalité).

On pourrait donc supposer que les femmes vivent comme un destin le fait d'être battues. Mais est-ce vraisemblable ?

Il est frappant de constater le degré de violences subies et accumulées avant que les femmes ne s'autorisent à deman-

der le divorce. Ceci pour différentes raisons, pas seulement économiques ou liées à la dépendance par rapport à leur mari, mais aussi par rapport aux systèmes de représentation des fonctions traditionnelles de la famille où le divorce est vécu comme un échec par rapport à la norme du « couple idéal ».

Il faudrait aussi se demander quelle est cette image, le contenu des rapports de ce fameux couple que nous avons dans la tête.

Autre aspect de la violence subie par les femmes, son paroxysme : le Viol - sans parler du droit de cuissage que s'attribuent certains pères sur leurs filles et dont on ne parle jamais, comme du harcèlement sexuel que subissent bon nombre de femmes dans leurs lieux de travail, où il se confond souvent avec la supériorité hiérarchique du harceleur.

C'est encore et toujours le même pouvoir, le même droit de propriété qui est présent, pour permettre de maintenir l'autre (la femme en l'occurrence) en position d'infériorité.

Je n'ai cité que les situations de violence visibles même si elles ne sont pas dénoncées ; mais la violence n'est pas toujours exercée, elle est aussi une situation latente, qui n'est jamais employé mais qui peut le devenir, situations au travers desquelles les femmes

ont appris à manœuvrer pour conquérir une relative autonomie et rendre la vie possible (les comportements, au quotidien dans la vie de couple - les situations de « drague » etc... »).

Je ne sais pas bien ce qui serait une perspective libertaire des rapports Hommes / Femmes, féministes peut-être un peu mieux...

La dénonciation de cet état de faits est peut-être le début d'une histoire différente, quelque chose qui va chercher ailleurs que dans le rapport infernal « domination-soumission » avec sa cohorte de ruses, d'aliénations, pour y échapper.

Les rapports homme / femme peuvent-ils se résoudre dans un rapport sans violence ?

L'espace de liberté est encore à trouver si l'on considère que les femmes ne consentent pas à la violence domestique mais y sont contraintes, et si l'on essaie de se sortir d'une logique d'appropriation y compris dans les rapports amoureux, sans parler de rapports parents / enfants qui sont encore un pan entier de cette violence intra-familiale.

Francine



# Le fusil à répétition

ÇA C'EST BON

POUR LA REPOPULATION !...



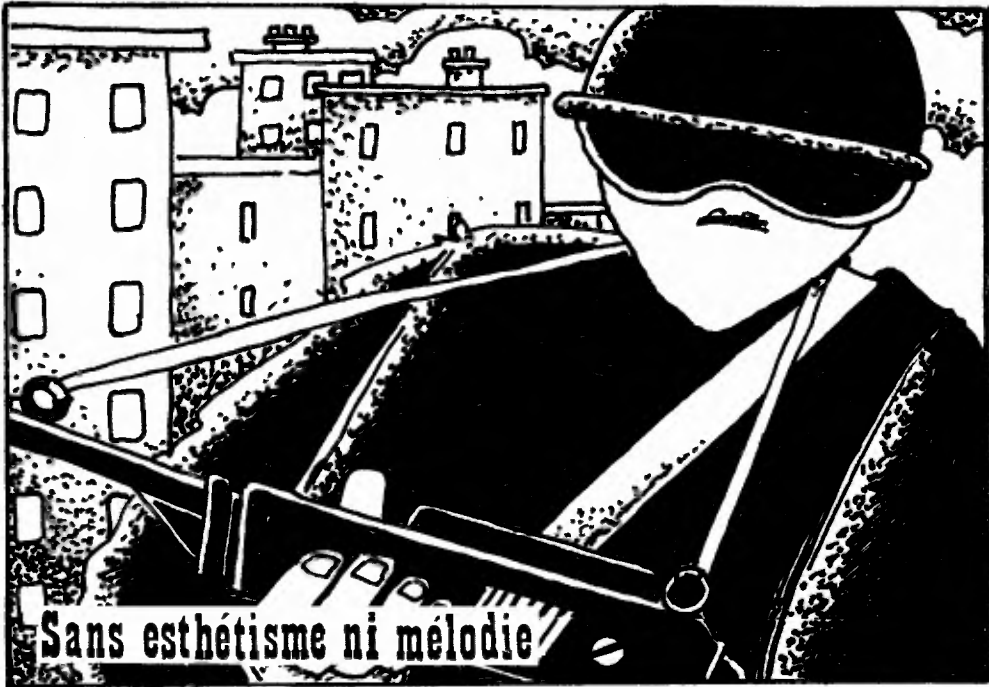
CARTE POSTALE DEBUT DU SIECLE

# ROCK TERRORISTE

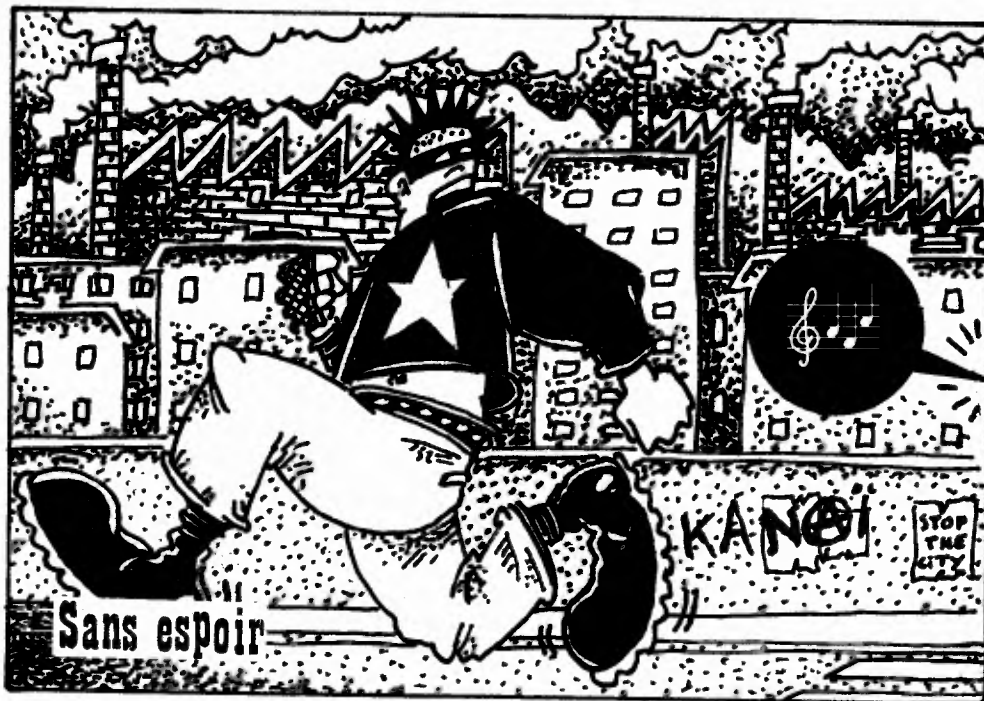


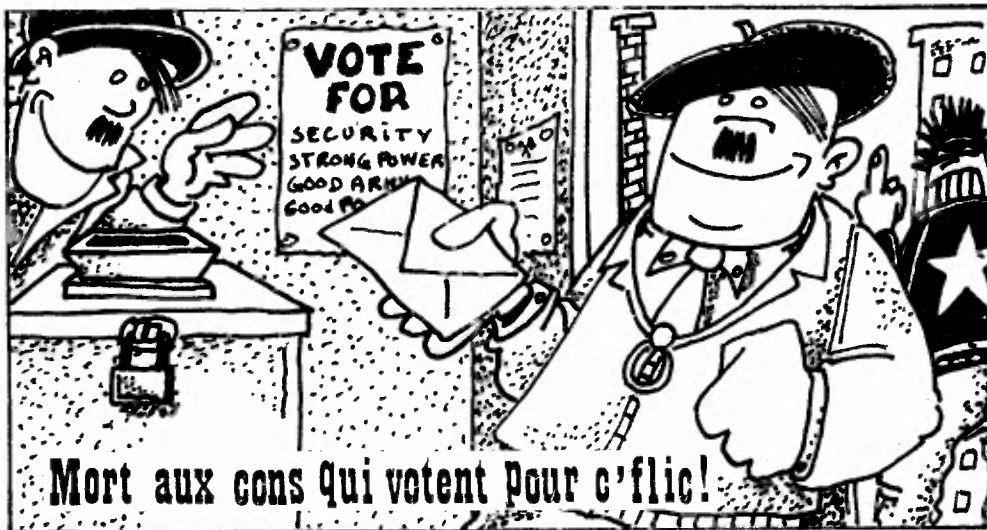
TEXTE DE HAINE BRIGADE (K7 FRT 1985)  
DESSINS DE TAPAGE NOCTURNE - NO © 1985!











**HAINÉ BRIGADE - Alexa & Laurent/chant - Gilles/guitare - Gagou/basse - Régis/batterie ★ FRT**

# Villeurbanne

## banlieue ordinaire

**V**illeurbanne, vous connaissez ? Au moins son maire, un certain Charles Hernu... Aucun commentaire, les cinq lettres suffisent (celles de son nom, qu'allez vous donc penser !). Y'a aussi le basket, pour les sportifs. Ville moyenne tranquille ? Eh non, puisque partie intégrante de la banlieue est-lyonnaise. Avec tous les clichés de la grande presse à ce sujet (souvenez-vous, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, les rodéos de voitures, la délinquance, les opérations «anti-été chaud», etc...). Et puis le reste, la vie qui coule à l'écart de cette grande presse à sensation.

Et cette vie, ce n'est pas uniquement les clubs boulistes (chers à notre Hernu...) ou les troquets de banlieue, c'est aussi un petit réseau de copains et de copines qui essaient de vivre un quotidien moins stressant que celui du périphérique, du métro, du boulot et de la cavalcade urbaine habituelle.

### DE L'ANTIMILITARISME...

Comment ça a commencé ? Pour ma part, je tombais des pentes de la Croix-Rousse (voir IRL n. 61) et sur Villeurbanne, au début, nous ne connaissions pas grand monde. Faut ajouter que la vie lyonnaise bouffe la vie villeurbannaise et que, en bon lyonnais, je continuais à ne connaître que la presqu'île et ses charmes.

Et puis, un jour, une lettre. Un copain de l'UPF (Union Pacifiste de France) envisageait de relancer une section dans le Rhône. Elle aurait son siège à Villeurbanne, à deux pas de chez moi. J'étais abonné au journal (L'Union Pacifiste), de plus en plein démêlé avec le service dit «civil», et bien entendu très tenté par ce clin d'œil méchant à notre cher maire. Les premiers contacts ont eu lieu, et nous nous sommes lancés. Ça posait quelques problèmes car un nouveau groupe antimilitariste apparaissait sur Lyon et sa région (qui a une solide tradition en la matière), mais un autre pôle était créé dans la proche banlieue; et je me relançais dans le militantisme après une petite sieste. Le début a ressemblé à tous les débuts : réunions, tables de presse, tracts, etc... Une feuille, le Courrier Pacifiste, servait rapidement de lien entre les adhérents.



Nous participions bien sûr aux initiatives locales (quinzaine contre l'embrigadement, manifestations diverses, réunions «meetings» contre la guerre, la conscription, l'armée, etc.). Nous avons aussi organisé le congrès de l'UPF à Villeurbanne en Novembre 1983. Dans le fief du ministre (ex- depuis peu !) de la guerre... Ça ne l'a bien sûr pas empêché de sévir par la suite, mais le symbole y était. La section UP du Rhône tient une émission hebdomadaire d'une heure sur Radio Charpenne Tonkin, radio de quartier à Villeurbanne. Elle passe toutes les infos antimilitaristes, pacifistes, non-violentes sans exclusive (si vous avez quelque chose à dire...). Les relations avec la mairie n'ont pas toujours été cordiales (quelques lettres «sèches» furent échangées), mais la cohabitation est devenue obligatoire, puisque nous sommes une des nombreuses associations de la ville, dûment répertoriées dans une brochure récente ! Si Hernu a pu se flatter au sujet des jeunes appelés villeurbannais qui prolongent leur service militaire (il a déclaré fièrement cet été qu'il y en avait plus que la moyenne nationale...) il doit aussi nous compter parmi ses «administrés», administrés bien peu soumis et très critiques !

Avec le recul, il est certain que l'UPF n'a pas fait de gros ravages militants (l'heure n'est pas à la mobilisation; la structure UP et son journal ne sont pas forcément très attirants, surtout pour les jeunes; la «militance» dans la

région lyonnaise offre déjà beaucoup de groupes...). Mais les contacts qu'elle a favorisés ont permis la naissance d'autres activités sur Villeurbanne (et Lyon aussi, car tout est étroitement imbriqué).

### ...A LA CONSOMMATION

Une coopérative de consommateurs est née quelques mois après la section UP, à l'initiative de certains copains et copines de cette section et d'autres de leurs amis, tous très au fait de la nourriture biologique (pas uniquement d'ailleurs, nous le verrons ensuite) et désirant prendre en charge leur consommation et leur approvisionnement... Suite à leur participation à diverses coopératives existant à Lyon ou à Villeurbanne, il leur a semblé indispensable d'en créer une nouvelle, avec un esprit différent des grosses coopératives de 200 à 700 adhérents qui deviennent vite des petits «magasins» (mais attention; si nous ne voyons pas les choses comme elles au niveau de l'organisation, il nous paraît important de préciser que nous préférons cela à la «Vie Eclairée», ou autres spécialistes du bio !).

Esprit différent ? Des mots, toujours des mots. Alors, voyons la présentation de l'association «Au Doux Epeautre» dans le premier tract tiré :

« L'association «Au Doux Epeautre» a pour objet de favoriser l'échange entre ses membres et de leur permettre, dans une perspective de gestion et de démocratie directe, de réaliser concrètement et collectivement :

- la répartition de produits des agricultures dites : biologique, écologique, traditionnelle ou artisanale ;

- la promotion de projets favorisant notre solidarité avec les petits paysans et leurs organisations, notamment dans les pays du tiers-monde ;

- le développement de recherches sur le désarmement mondial et français. »

Je ne rentrerai pas dans les détails de l'organisation matérielle. Disons simplement que nous sommes actuellement 35 adhérents environ (lyonnais, villeurbannais ou autres banlieusards), et que chaque personne est activement partie prenante de la coop, tant au niveau matériel qu'au niveau décisionnel. Et que «Le Doux Z'ep» est très vite devenu un endroit où il fait bon aller faire

ses courses, et aussi discuter les derniers potins du quartier, de la ville ou du monde (rien ne nous fait peur...).

Le tract de présentation actuel insiste sur l'opposition course aux armements - faim dans le monde (en proposant l'alternative désarmement - développement). Le Doux Epeautre est une « association pour la répartition et la promotion de productions socialement utiles ».

Nous présentons cinq points fondamentaux pour nous, que je vais reprendre plus en détail.

— **Autogestion.** Chaque adhérent(e) participe, selon son temps et ses capacités, à la prise en charge matérielle et (ou) « administrative » de l'association. Les rôles de chacun sont rediscutés, réorientés ou modifiés aux réunions trimestrielles (environ) et en assemblée générale.

— **« Agriculture biologique ».** Les guillemets sont importants car nous ne répartissons pas uniquement des produits bio. Nous avons un souci de qualité des produits, mais nous ne sommes pas prêts à consommer n'importe quoi, à n'importe quel prix, sous prétexte que c'est biologique. Produits bio et non-bio cohabitent donc très bien chez nous...

— **Alimentation différente.** Du fait des produits que nous avons, certaines habitudes se modifient obligatoirement. L'alimentation devient différente par sa qualité et par les produits consommés (moins de protéines animales, plus de protéines végétales). Et nous essayons de promouvoir cette alimentation différente.

— **Approvisionnement direct.** Nous voulons minimiser les charges financières. Et il nous paraît aussi fondamental de travailler avec l'agriculture locale. Par exemple, nous avons de très bons paysans à trente kilomètres de Lyon, qui se sont regroupés et travaillent principalement avec des collectivités (comités

d'entreprise, ou autres coopératives de consommateurs, etc.). Leur proximité permet des échanges, des contacts, une meilleure compréhension des problèmes ruraux pour les citadins que nous sommes. Quant à eux, ils apprécient de nous rencontrer. Nous essayons de développer, lorsque c'est possible, ce contact avec les producteurs ; contact qui s'est totalement perdu dans notre société de super ... consommation à outrance.

— **Actions solidaires paysans du monde.** Nous touchons là un point de la coop qui nous paraît très important : du fait des prix peu élevés payés par les adhérents (prix sans aucune marge), chacun verse une cotisation mensuelle qui sert, pour partie, à couvrir les frais de fonctionnement (EDF, eau, loyer, etc.) et, pour une autre partie, à financer chaque année, un projet d'aide aux pays du tiers-monde, afin de favoriser des actions de développement dans des pays en difficulté (ou, éventuellement, de promouvoir

des actions de recherche sur le désarmement).

Voilà un tableau rapide (et forcément incomplet) de l'esprit dans lequel nous nous sommes associés. De plus, nous avons aussi décidé de rétrocéder du papier recyclé, d'échanger des livres et des revues. Nous collectons les vieux papiers. Et nous trouverons sans doute d'autres idées dans les mois qui viennent.

D'autres coopératives existent sur Lyon, sur un modèle plus ou moins similaire au nôtre, et une solidarité se met en place au niveau organisation (par exemple, groupement de commandes quand nous sommes obligés de passer par un grossiste). Nous sommes bien entendu en relation avec le CUL (voir IRL n. 61) qui nous a précédés, et qui a un groupement d'achats.

Ma conclusion quant à la description du Doux Epeautre me fera revenir sur l'aspect convivial de l'association. On y fait ses courses, certes, mais on y parle cuisine, antimilitarisme, vélo, gamins, boulot (le moins possible), que sais-je encore ! Et si, quelque vendredi soir, il faut se faire violence pour y aller (après une longue semaine de dur labeur...), on a toujours du mal à en repartir ; ce qui n'est pas le cas quand on s'aventure à Carrefour, Auchon ou autre Mammoth... Avec le petit « plus » ô combien gratifiant : contrairement à ces géants du gigantisme, au Doux Epeautre, tout est fait par nous...

### ALORS, CA BAIGNE ?

Ce serait sans doute aller un peu vite. Je vais essayer de faire un bilan rapide ; ou plutôt, de poser quelques questions, d'esquisser quelques réflexions. Parler de bilan serait prétentieux, car l'expérience est récente, et menée par 35 adhérents, et non un seul...

Dans notre esprit, il est bien évident que la prolifération de coopératives organisées selon le même principe ne sera pas la révolution ; mais c'est déjà des petits grains de sable dans les rouages de notre société de consommation si tant haïe... Les grandes chaînes de magasins existent toujours (je continue même d'y aller, je le confesse), mais nous prouvons qu'autre chose peut exister. Alors, il me paraît important d'essayer de développer des initiatives de ce type-là. Ceci nous positionne aussi de manière active face aux municipalités, et aux autres associations, à qui nous montrons que nous sommes capables de bâtir quelque chose de concret. Le champ de notre critique n'est plus uniquement négatif (pour notre part, comme la section UP, le Doux Epeautre est une association de Villeurbanne très officielle, qui a même eu droit à quelques lignes dans le bulletin municipal). Nous sommes ainsi présents dans les quartiers, afin de ne pas désertier le terrain social.

Par contre, tout n'est pas parfait. Je me contenterai de poser quelques pro-

blèmes que nous rencontrons (sans oublier ceux que j'oublie, précisément) :

— ce type d'organisation est contraignant (disponibilité des adhérents) et pas forcément reproductible ;

— l'aide au Tiers-Monde a ses limites que chacun apprécie différemment (le côté aide à des projets de désarmement a été quelque peu oublié) ;

— la participation des adhérents est inégale (disponibilité, encore), et il en découle des pouvoirs plus ou moins étendus (mais le Doux Epeautre est très vigilant) ;

— le nombre d'adhérents reste en deçà de ce que nous espérons. Mais le critère de nombre n'est pas un bilan qualitatif...

— et toutes les réflexions qui vous sont apparues en lisant ce compte-rendu ! Car nous ne voulons surtout pas être un exemple, et avons sûrement besoin de critiques extérieures pour évoluer.

### CONCLUSION

J'allais oublier !

Le Doux Epeautre tient des stands de bouffe régulièrement à des fêtes militantes (antimilitaristes, écologistes entre autres) et nous étions aux Journées Libertaires à Lyon.

Sans avoir une étiquette libertaire collée à notre entrée, un état d'esprit très libertaire nous habite sans aucun doute. Récupération ? Je ne pense pas (sinon je vais me faire taper sur les doigts !). Pour moi, il ne s'agit en tout cas pas de cela. Il s'agit de faire connaître ce qui existe. Ce n'est pas parfait, ce n'est pas à reproduire tel quel à tel endroit. Mais je pense que si le mouvement libertaire veut confirmer sa renaissance actuelle, il ne le fera qu'en montrant, en écrivant, en expliquant ce qu'il fait, ce à quoi il participe. Car s'il y a mouvement, il y a vie. Et s'il y a vie, il faut que d'autres que nous s'en aperçoivent !

Jean-Michel

Pour la culture : « Les épeautres sont des blés très rustiques et peu exigeants, qui conviennent aux mauvais terrains des pays montagneux », dit le dictionnaire. L'épeautre existe donc bien, alors pourquoi ne serait-il pas doux ?

### LA PAGE DE PUBLICITE

**Aux Doux Epeautres :** 9 rue des Charmettes, métro Charpennes.

Permanences : vendredi de 18 à 20 heures et samedi de 10 à 12 heures 30.

**UPF section du Rhône :** 10 cours de la République.

Réunion de 18 à 19 heures (ou plus !), le premier lundi de chaque mois.

**Radio Charpennes Tonkin :** 43 rue du Tonkin 99.3 FM de 12 à 24 heures.

Avec l'émission de l'UPF « Kaka poum », chaque mardi soir à 19 heures.

Tout cela à Villeurbanne bien entendu !



*Nous avons signalé plusieurs fois ici et dans « Iztok » les mentions et les analyses de la pensée anarchiste en Yougoslavie. Une des sources de cet intérêt pour l'anarchisme est celle des écrits de Ljubomir Tadić, philosophe et juriste, marxiste rigide de formation, qui, sous la pression de la situation yougoslave et son évolution personnelle a abouti à bien des remises en question. Enseignant en faveur des manifestations étudiantes en 1968 dont les slogans étaient, entre autres « A bas la bourgeoisie rouge », animateur de la revue critique « Praxis », suspendu pendant 5 ans par le gouvernement (mais avec conservation de son traitement), Tadić est une référence et ses textes — mesurés pour éviter de nouveaux coups de la répression et également à cause de la censure éventuelle — sont autant d'éléments critiques du dogme du marxisme-léninisme yougoslave, qui reste la base politique.*

*C'est donc en ayant à l'esprit qu'il s'agit d'un texte officiel qu'il faut lire cet article.*

*Meraklia*

## L'essence de l'autogestion

**D**ans cet exposé nous nous sommes consacrés avec le plus grand soin à l'analyse critique des idées socialistes qui sont en rapport direct ou proche avec le problème de l'autogestion. Nous avons souligné que la notion d'autogestion, comme « modèle » de la « démocratie ouvrière » ou « socialiste », est tout d'abord élaboré le plus complètement dans l'œuvre de P.J. Proudhon. En tant que conséquence de la lutte du mouvement ouvrier européen, elle s'est avant tout montrée dans la Commune de Paris en 1871, et au XXème siècle dans l'organisation des soviets pendant la révolution russe, puis dans les événements révolutionnaires en Allemagne et en Hongrie, en partie durant la guerre civile espagnole et, enfin, sous la forme du « socialisme autogestionnaire » en Yougoslavie. Actuellement, l'autogestion apparaît de plus en plus comme une alternative démocratique aux formes de l'organisation étatique à la fois dans les pays capitalistes et les pays socialistes.

La polémique de Marx contre Proudhon et Bakounine, et de même la vision d'Engels sur le centralisme et le rôle de l'autorité pendant la révolution, ont montré le rapport ambivalent du marxisme envers l'Etat et en général l'organisation socialiste de la société. Marx a déterminé avec exactitude que le centre de tout l'esclavage humain se trouve dans le processus du travail, mais en même temps, à cause de sa répulsion envers le réformisme et le doctrinarisme,

il n'a laissé que des indications générales sur les formes de l'organisation socialiste du travail, formes qui pourraient déplacer le foyer de l'esclavage. Du point de vue de ce que les sociologues appellent la « société globale », Marx a vu, d'une part, dans la Commune « la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail » (1), tout en étant, d'autre part, en particulier dans la polémique contre Bakounine, visiblement favorable à l'Etat, pour la forme organisationnelle de la société pendant la période dite transitoire.

La théorie d'Engels sur le « déperissement de l'Etat », que Lénine et les bolcheviks ont acceptée, n'a pas résolu le problème de la libération dans le processus du travail. Elle a exagéré la mise en valeur des moyens autoritaires du pouvoir prolétarien et « l'incertitude » du rejet de « l'enveloppe politique », d'un point de vue socialiste. De ce fait, la question de quand et comment

le pouvoir officiel perd son caractère politique reste sans réponse adéquate. Nous voyons que justement cette incertitude a permis la possibilité du triomphe de la théorie stalinienne sur la nécessité d'un « Etat renforcé » et sur « l'intensification » de la lutte de classe dans le socialisme, ce qui va renforcer le « modèle » socialiste étatique et bureaucratique, dans lequel « le despotisme de l'usine » et les formes despotiques de l'économie collective constituent la base du despotisme politique de toute la société.

La confiance dans « l'Etat du futur » de la sociale-démocratie allemande et dans « l'Etat socialiste » des bolcheviks russes a été cimentée par cette tradition politique du socialisme, qui a été rattachée à Marx et Engels, c'est-à-dire que chaque tentative de créer l'organisation socialiste avec des caractéristiques démocratiques et des aspects tolérants est dénoncée comme une illusion petite-bourgeoise et une utopie abstraite.



Si nous ajoutons l'image qui en découle du rôle décisif du parti politique de la classe ouvrière, en tant que seul facteur conscient de la lutte de classe du prolétariat, nous obtenons surtout l'image parfaite de la conception du socialisme qui a tous les traits du cercle vicieux de l'aliénation politique.

Parmi les marxistes du XX<sup>ème</sup> siècle, seule Rosa Luxemburg a complètement saisi l'importance de « l'opinion publique socialiste » en tant que condition sans laquelle on ne peut concevoir la démocratie socialiste, qui est la négation dialectique de la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi la théorie de Rosa Luxemburg et on peut citer également Karl Korsh, contient tous les éléments essentiels d'une théorie pratique de l'autogestion interprétée comme un processus qui supprime l'opposition entre la forme et le contenu de la démocratie.

Aujourd'hui chaque penseur socialiste sait que sans le droit public individuel, la catégorie de la « dictature du prolétariat » perd tout sens libérateur et tombe indubitablement dans la dictature sur le prolétariat, dans l'illégalité dominante, et surtout dans la terreur spirituelle et politique. Il sait également que le socialisme se dégrade au point d'atteindre le niveau de l'époque d'avant la bourgeoisie. Le droit public individuel est devenu, comme nous le savons bien, un droit très rare et un luxe dans les régimes socialistes actuels et, comme nous l'avons déjà dit, cela est dénoncé comme étant de l'hypocrisie bourgeoise. C'est arrivé et c'est la raison pour laquelle le droit individuel est pratiquement intégré au droit privé qui émane de la propriété privée individuelle. En effet, une critique simpliste non dialectique de la propriété privée et du droit privé favorise grandement la perpétuation de la politique obscurantiste des temps passés. La république socialiste, qui a pour but l'activité autonome de personnes libérées, ne peut plus se concevoir sans une reconnaissance décidée et une garantie solide des droits publics de chacun, car la liberté positive est impossible sans la liberté négative.

Sur la base des controverses théoriques de l'histoire moderne de la pensée socialiste, et particulièrement sur celle de la vision critique de l'expérience de cette pratique généralement appelée socialiste, ont peut résumer l'essence de l'autogestion dans les termes suivants :

1) D'un point de vue économique, l'autogestion est une libre association de producteurs libres, c'est-à-dire une organisation de producteurs qui sont **démocratiquement élus** de bas en haut, et dont la forme la plus élaborée pourrait s'appeler le congrès des conseils de travailleurs. Si nous adoptons l'analyse marxiste selon laquelle l'oppression des travailleurs dans la société bourgeoise implique l'esclavage entier de l'humanité, dans la mesure où toutes les formes de la dépendance humaine ne sont que des variantes et des conséquences de l'op-

pression due au travail. Il en résulte que la forme d'émancipation des travailleurs est directement l'autogestion socialiste, et indirectement c'est celle de tous les êtres humains libérés des relations de dépendance. L'autogestion socialiste appliquée à l'économie signifie le processus de liquidation de la division du travail. Division du travail qui a entraîné non seulement la propriété privée de type capitaliste mais aussi des conséquences sociales sur l'Etat considéré comme « la consolidation de notre propre production dans l'intérêt de certaines forces au-dessus de nous et qui échappent à notre contrôle ». L'autogestion socialiste est une organisation de la production qui s'oppose à « la production même de la vie conçue jusqu'à maintenant ». Mais la nouvelle production de la vie, c'est-à-dire la fin du pouvoir donnant la mort, lié au passé, sur le travail vivant et le contrôle exercé par le producteur sur la production et la façon de produire, n'est pas possible, au contraire de ce que pensait Proudhon, dans les conditions de concurrence entre les producteurs atomisés et isolés. Afin de mettre un terme à la réification du capitalisme, Marx avait prévu d'introduire l'économie planifiée. En d'autres termes, une nouvelle vie pour la production ne peut pas se concevoir sans une victoire de la liberté et de la conscience sur les éléments et le destin qui découlent de la nature même de l'économie esclavagiste et monétaire. Nous savons actuellement que l'économie prétendument planifiée, conduite par l'autorité d'une technobureaucratie toute puissante, non seulement ne signifie pas le contrôle des producteurs sur ce qu'ils produisent, mais qu'elle représente une nouvelle forme « de la consolidation de la production au détriment des producteurs ». Autrement dit, une nouvelle forme qui prolonge et renforce la dépendance et la servitude des producteurs. Si la planification n'est pas **démocratique**, si elle n'est pas l'œuvre des producteurs unis librement et démocratiquement, elle devient un système social où le despotisme étatique se base immédiatement sur la tyrannie de l'usine, tyrannie et despotisme qui se conditionnent réciproquement. C'est pourquoi une condition essentielle à la création efficace de l'autogestion dans la production est la constitution d'une république réellement démocratique et fédérative, où la planification démocratique de la production serait le principe économique moteur. En conséquence :

2) Du point de vue **politique**, l'association dans la production doit être garantie et étayée par une association ou une fédération politique. Cette forme

politique de l'autogestion ne peut se concevoir sans liberté de l'opinion publique, en tant que support spirituel, libéré tout aussi bien du monopole du capitalisme privé que du monopole de l'Etat ou de toute autre organisation politique qui se fonde sur la force étatique pour assurer sa domination spirituelle et politique particulière. A ce sujet, Jean-Paul Sartre a raison lorsqu'il rappelle que « l'autogestion reste lettre morte quand le pouvoir reste aux mains d'un groupe privilégié qui s'appuie sur une organisation centralisée » (2). A ce propos, il est opportun d'ajouter la précision suivante : dans le mouvement socialiste d'aujourd'hui qui cherche une alternative démocratique au socialisme despotique, certains insistent sur la « république du marché », comme synonyme de la république socialiste. Ce faisant, on oublie ce que Proudhon avait à l'esprit, à savoir que la liberté de la concurrence entraîne forcément l'oligarchie mais, de plus, nous savons qu'on ne peut combattre efficacement ces tendances, même pas par le mécanisme proudhonien du « balancement » et de « l'équilibre ». Identifier « la république du marché » avec la république socialiste ne peut conduire qu'au retour du libéralisme économique du XIX<sup>ème</sup> siècle et non pas au rétablissement du socialisme. Sous le prétexte de refuser ainsi l'étatisme et l'arbitraire bureaucratique, cette théorie encourage une pratique de décentralisation anti-démocratique dans la mesure où elle empêche l'union démocratique de la classe ouvrière et, par là, la priorité à l'émancipation de l'aliénation et à la réification dans le processus du travail, et enfin à la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le résultat extrême de cette théorie est la concurrence irrationnelle d'entreprises et de producteurs atomisés sur le marché national et mondial, c'est-à-dire la production pour le profit, et non pour être utilisé par les individus. Quant au socialisme, il ne peut s'accorder avec le despotisme, tout comme la liberté ne peut être identifiée à la liberté du marché.

Il en découle que, dans le monde actuel, l'autogestion socialiste est une utopie, bien sûre, mais elle n'est pas abstraite, au contraire c'est une **utopie concrète**.

Ljbmir Tadić

(1) Marx « La guerre civile en France » dans Marx-Engels-Lénine « Sur la Commune de Paris », Moscou, 1971 p. 63 et 64.

(2) « Le socialisme qui venait du froid » Paris, 1970, p. XXVII.

Cet article est extrait d'un article publié dans « Revija za Sociologiju ». Traduction Maja G. et F.M.; texte non revu par l'auteur.

# En Turquie aussi

*Dans des pays comme la Turquie, être libertaire et essayer de faire de la propagande, intervenir dans les luttes sociales ne doit pas être facile. Que ce soit à cause de la situation politique mais aussi économique dans laquelle vivent les gens qui s'engagent dans une telle entreprise. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut leur apporter notre soutien actif.*

**D**epuis la constitution de la République, on peut parler de mouvement de gauche en Turquie. Mais il y avait alors plutôt des idées marxistes qui étaient influencées par la Révolution Russe. Avec le totalitarisme d'Ataturk, le «Grand Leader», qui a fondé la république en Turquie, on est arrivé à bloquer ces mouvements qui étaient d'ailleurs faibles, soit par des massacres, soit par des lois totalitaires. D'autre part, dans les régions kurdes aussi, on a massacré des milliers de Kurdes. Ataturk avait prévu le danger, les Kurdes étant un peuple à part dans l'Empire ottoman, ils avaient un esprit beaucoup plus indépendant par rapport à l'Etat que celui du peuple turc.

Depuis les années 60, on voit réapparaître le mouvement marxiste en Turquie, soit parmi les ouvriers, soit, surtout, parmi les étudiants. Au début de 70, ces groupes marxistes ont été bloqués: on les a massacrés ou arrêtés. Ces groupes-ci étaient plutôt influencés par la pratique de Che Guevara. Et, à la fin des années 70, les successeurs de ces groupes, ont repris la même démarche. A ce moment-là, la Turquie donnait l'impression de vivre une guerre civile. Dans cette situation toulbe, chaque jour, au moins cinq personnes étaient tuées. Ces pratiques étaient toujours limitées aux groupes marxistes qui étaient surtout formés d'étudiants. Et quand le général Evren (en turc, *univers*) a pris le pouvoir en 1980, en se déclarant le deuxième Ataturk, le peuple s'est tu. On a trop facilement accepté cette dictature. Et, pour les groupes marxistes le problème était surtout de se défendre et de survivre. Ils se sont retirés en Europe ou à l'Est de la Turquie, dans les régions kurdes. Les Kurdes, malgré toutes les tortures et répressions qu'ils ont subies de la part des militaires, sont encore accueillants pour les révolutionnaires, ils haïssent de plus en plus les militaires. En 1982, quand on a fait le référendum pour la nouvelle constitution, qui est pire quela précédente, à l'est, on a fait voter les gens sous le contrôle des militaires, sous la menace de la torture.

Le résultat a été 92% de «oui» en

faveur de la nouvelle constitution. Le général Evren est devenu le Président de la République. Maintenant, on a des partis politiques. Bien entendu, le parti communiste est toujours interdit, de même que la liberté de la presse. On n'a pas vraiment le droit de faire grève; celle-ci est soumise à l'approbation du patron.

Et qu'est-ce que nous avons fait après tous ces échecs? Nous ne regardions pas tout ce qui se passait les bras croisés: nous cherchions, lisions, discussions; nous essayions de trouver de nouvelles possibilités. En Turquie, il n'y a pas de tradition anarchiste. Pour nous, il était clair que nous renoncions au stalinisme, au léninisme, au trotskisme; en cherchant des solutions plus radicales nous avons aussi renoncé à Marx. Nous étions contre des organisations institutionnelles, contre l'idée d'apporter la conscience à la classe ouvrière. Sur ces points-là, nous nous sommes écartés des autres groupes révolutionnaires. Enfin,

nous nous sommes déclarés libertaires. Jusque là, qualifier quelqu'un d'anarchiste était une insulte. En restant en Turquie, on a lu Sorel, Bakounine, Proudhon, Kropotkine, les grands théoriciens anarchistes. Ces livres n'étaient pas traduits en turc. Maintenant il existe une maison d'édition qui a édité un livre de Sorel: «Les approches critiques du marxisme», un livre d'Orwell: «Le lion et la licorne»; nous avons aussi traduit le livre d'Ida Mett: «La commune de Cronstadt».

Des anarchistes d'Istanbul ont aussi fait des apparitions publiques lors de manifestations en lançant par exemple le slogan «Vive la Liberté»; ce qui apparaît banal en France, prend en Turquie un caractère plus radical et novateur, la liberté étant jusque là, toujours accolée à une cause spécifique (liberté de la presse, par exemple). Ils proposent aussi de nouvelles formes d'interventions dans le mouvement ouvrier, pour amener celui-ci à ne pas se situer seulement par rapport aux lois, ce qui serait une reconnaissance implicite du pouvoir de l'Etat.

Enfin, nous essayons d'avoir des contacts internationaux pour arriver à faire des choses plus productives en profitant des autres pratiques libertaires.

Ayşe

*La rédaction d'IRL de Lyon vous invite à participer à une aide financière pour soutenir les projets de nos camarades Turcs. Vous pouvez nous envoyer tous vos dons, mêmes minimes, que nous leurs transmettrons.*



## DESEQUILIBREE ET POUSSIEREUSE

Je m'abonne malgré la déception du numéro 64. Il est très désagréable d'attendre pendant 3 mois IRL pour se retrouver avec une revue aussi déséquilibrée et poussiéreuse. Vous auriez pu vous passer de publier une apologie de 6 pages sur le sandinisme alors qu'on vient de supprimer la liberté d'expression au Nicaragua. Vous auriez pu vous passer de publier 13 pages sur un problème qui date de 1872: il me semble que c'est une affaire classée et 3 pages sur le racisme, c'est misérable.

IRL est le seul espoir pour le mouvement libertaire, une fenêtre sur la société. Alors qu'on assiste à la naissance du nouvel ordre capitaliste, on a besoin de comprendre pour pouvoir se battre. Des articles sur le nouvel ordre économique, sur les mass-médias et communication de masse et sur ce qu'on appelle l'homme radar sont indispensables.



J.F.

## CONGRES DE L'UPF

Lyon - Clermont-Ferrand à 7 heures du mat. Pluie crasseuse. Fin d'Automne. Veille du 11 novembre. Bah.. La merde, quoi !

Avec, quand même, ce petit picotement au cœur qui nous excite, vous fait plaisir. Un congrès du l'UPF ! Un de plus, certes... Mais on y est bien auprès des copains et des copines. A plusieurs, on se sent moins seuls...

Oui, bon, et une fois revenu, que dire ?

Que rien n'est arrêté ! Que le 11 novembre nous a vomi son lot de défilés, d'informations fausses et de commémorations malheureusement bien réelles.

Que le Pacifisme ne déplace pas les foules.

Mais ça, on le savait !

Que l'Union Pacifiste de France est toujours profondément antimilitariste, qu'elle continue de lutter pour l'abrogation de la conscription, qu'elle soutient les réfractaires à l'armée quels qu'ils soient.

Que les insoumis qui sont en taule aiment bien recevoir du courrier. Ca aide, et ça montre aussi aux juges que les copains ne sont pas seuls (à vos plumes).

Mais ça, on le sait !

Alors, quoi de neuf ? Rien ?

Si, malheureusement. L'affaire Greenpeace a encore augmenté le consensus autour de ce qu'ils appellent la Défense Nationale.

Alors, si on pense que c'est important de briser ce consensus, ou tout au moins, de faire entendre des voix qui le refusent, il est grand temps d'agir ; à l'UPF ou ailleurs, peu importe (attention quand même où on met les pieds...).

Nous sommes bien trop peu à hurler...

Mais on ne se taira pas.

Jean-Michel

## LES CIERGES ONT ASSEZ BRULE

Les libertaires devraient méditer sur cette phrase: « La croyance a pour effet de figer un univers et d'assurer sa persistance. Rien ne peut plus être autorisé à changer, car cet univers figé disparaîtrait alors. Mais si on ne bouge pas, l'univers a son propre mouvement. Il évolue au-delà de nous et finit par ne plus être accessible. »

Car lorsqu'on voit la FA, de congrès en congrès, décider de « provoquer l'émergence dans les luttes sociales d'un puissant courant anarchiste (Antony 1978), quand on voit l'UTCL reproduire les vieux poncifs pour empêcher sa dégénérescence, quand IRL publie 13 pages sur 33 sur la controverse Marx-Bakounine de 1872, je me demande si nous vivons dans le même monde et si nous avons les mêmes problèmes.

Bien que connaissant mes limites, n'étant pas un intellectuel et donc ne maîtrisant pas l'écriture, je vais essayer d'aller au fond du problème anarchiste. Car nous vivons les moments les plus noirs, acculés à un sentiment de faiblesse atroce et d'impuissance fatale. Un siècle d'histoire se liquéfie et nous sommes en train de nous noyer, lestés de notre idéologie. Je refuse la timidité des critiques autant que les articles du Monde Libertaire ou de Lutter qui nous assurent que les anarchistes ont apporté toutes les réponses et qu'il (?) s'impose à la société comme l'unique voie. Foutaise, car notre mouvement a, depuis un siècle, cadencé les voies vers la société par des principes politiques rigides, préférant demeurer dans un réduit idéologique, en se drapant dans un splendide purisme. Et, malheureusement, quand un mouvement politique choisit ce terrain, il avance sur la pente de la dégénérescence sectaire. Personne n'ose le dire, pourtant le mouvement anarchiste français est une pure secte, où les militants vivent dans un monde mythique, petit cocon douillet où germent ses lubies. Etant incapables de s'adapter au réel, ils préfèrent interpréter ce réel au gré de ses phantasmes. C'est une erreur grossière d'imaginer que l'anarchie est une simple doctrine où les militants cherchent chez les classiques une arme théorique. La plupart des camarades trouvent dans l'anarchie une religion qui exige du mysticisme et qui donne à l'homme anarchiste

une fausse identité sociale, qu'il ne peut conserver qu'en se coupant de la réalité politique de la société dans laquelle il vit. L'individu anarchiste: du militant politique est devenu missionnaire où le symbole a fini par l'emporter sur la réalité à laquelle il renvoyait. La forme a pris le pas sur l'efficacité et l'idéologie a cessé d'être un moyen pour devenir une fin en soi.

Cette dégénérescence de la pensée politique et idéologique explique comment une organisation comme la CNT a pu militer pendant 40 ans et rester un sous-groupe, laissant s'investir à la CFDT et à FO toutes les forces libertaires autogestionnaires et anti-communistes. L'attente messianique du Grand Soir a pu faire croire que l'antiélectorisme était un principe de base, alors que ce tabou incontournable a conduit les anarchistes à se trouver dans un isolement stérilisateur, réduit à la « propagande par le fait ». Erreur fatale car elle ne prend pas en compte la réalité politique des institutions républicaines qui empêche de par son fonctionnement, tout recours à la révolution, car les élections sont le rouage essentiel de la société. Tous les mouvements révolutionnaires de droite en 1934 et de gauche en 1968 se sont brisés sur ce fait et ce n'est pas un hasard si toutes les révolutions se sont produites dans des autocraties.

Me voilà arrivé à la fin de cet article et déjà les hurlements des Ayatollas arrivent à mes oreilles. Mais il y a malheureusement l'inéluctable réalité et il faut bien que l'on commence à réfléchir sur les mécanismes politiques et psychologiques qui nous régissent. Ma seule crainte est sur la possibilité qu'a le mouvement libertaire, arrivé à ce stade de sclérose, de pouvoir évoluer. Pour moi, les cierges ont assez brûlé et je refuserais toujours que le mouvement libertaire devienne le mouvement Amiche (\*) de la politique française.

Avec vous pour la révolution  
Toussain

(\*) Les Amiches sont cette secte d'Amérique du Nord, descendantes d'une secte chrétienne intégrale de Russie. Tolstoï les a fait partir aux USA. Depuis, ils ont toujours refusé l'intégration, refusé de se soumettre aux lois, aux impôts et à la conscription. (NDLR)



## COMPAGNONS

Je tiens à vous faire part des réflexions qui naissent en moi à la lecture de la lettre de Gilles et Yves, dans le numéro 64 d'IRL.

Rappelons brièvement les faits. Gilles et Yves sont deux postiers, anciens du SAT, qui ont rejoint la CFDT, après la dissolution de leur syndicat. Là-dessus, rien à dire, bien que, si le SAT a été créé, c'est parce que les syndicats traditionnels, et en particulier la CFDT, rejettent un certain type de pratiques, et n'hésitent pas à expulser les adhérents gênants. On peut donc s'étonner de voir ainsi revenir vers ce type de syndicats des camarades qui ont travaillé à « autre chose »...

Mais ce qui est vraiment gênant, dans leur lettre, c'est la façon qu'ils ont de présenter la CNT: « La CNT étant fondée sur une idéologie politique bien spécifique... », « ...avec un handicap supplémentaire d'un effectif minuscule - 400 adhérents - ». Revendons sur ces deux points: la CNT est avant tout un syndicat révolutionnaire, c'est-à-dire un syndicat qui remet en cause les structures administratives et hiérarchiques dans l'appareil syndical lui-même. C'est un syndicat adepte de la démocratie directe, adepte aussi, du pluralisme idéologique, au même titre que les autres syndicats (qui l'annoncent en façade). C'est dans la pratique que tout change entre les syndicalistes révolutionnaires et les autres. Il est hors de question d'avoir un « brevet d'anarchisme » pour entrer dans la CNT, ce n'est pas une nouvelle secte !

De plus, il est facile de constater que les syndicats « représentatifs » ont eux aussi une idéologie politique très définie. On ne peut contester le communisme de l'appareil cégétiste, le socialisme moderne de Maire et de son « brain trust », le réformisme absolu de Bergeron... L'idéologie spécifique est là, partout, alors peut-on s'en servir sérieusement contre un syndicat plutôt qu'un autre ? Le problème n'est donc pas celui-là, et en accusant la CNT de parti-pris idéologique, on oublie de souligner que c'est, avant tout, de syndicalisme révolutionnaire qu'il s'agit.

Pour parler, enfin, des effectifs de la CNT et de leur extrême faiblesse, je ne pense pas qu'il y a là une barrière infranchissable. En effet, s'il est hors de question de « reconstruire la CGT d'avant 14 » (autres temps,





autres mœurs...), on peut raisonnablement penser à construire un pôle syndicaliste révolutionnaire de plusieurs milliers d'adhérents, à moyen ou à long terme. Cela nécessite un travail évident, très long, sur le terrain des luttes sociales. C'est l'avenir d'une certaine pensée et d'une certaine pratique qui est en jeu. Adhérer à la CNT ne veut pas dire se recroqueviller dans sa coquille idéologique, penser à la belle époque, ou prôner l'archaïsme. Adhérer à la CNT c'est revendiquer la possibilité d'un syndicalisme différent. Je n'exclue pas d'ailleurs, l'éventualité de la double, voire triple appartenance, suivant la situation et/ou l'isolement de chacun... Je ne dis pas : quittez les syndicats

réformistes ! Comme ça, du jour au lendemain ; non, je souhaite que le maximum de révolutionnaires quittent ce type de syndicat, au fur et à mesure, comme cela est possible à chacun. La CNT, présente sur le plan national, évitera le piège du corporatisme. C'est un point de vue détaché de tout mysticisme révolutionnaire et de toute nostalgie.

Je pense que la CNT est un syndicat en devenir et que, si elle est faible aujourd'hui, elle ne peut, avec un esprit d'ouverture essentiel, que prendre de plus en plus de force.

Salutations syndicalistes révolutionnaires.

*Eric Slonneau - CNT-PTT*



mulée. Il a su s'adresser à tous les demandeurs d'emploi en affirmant son indépendance vis-à-vis de l'Etat, du patronat, des organisations religieuses, des partis politiques et des organisations syndicales. Les chômeurs, par le biais de leur structure, ont décidé de régler directement, eux-mêmes, leurs problèmes.

Sur certains points concernant les demandeurs d'emploi, le Comité a adopté les positions suivantes :

- Défense des acquis et améliorations des conditions du chômeur.
- Opposition à la flexibilité de l'emploi.
- Diminution du temps de travail (35 heures).
- Lutte contre les heures supplémentaires et le cumul retraitement-emploi.
- Unité d'action, en dehors de toute polémique, avec les organisations syndicales.
- Organisation coordonnant tous les Comités de Chômeurs.

En utilisant la presse et les radios locales, le Comité Tournon-Tain tente d'inspirer la constitution d'autres Comités de Chômeurs qui le rejoindraient sur les mêmes positions et adopteraient les principes d'Indépendance, de Solidarité et d'Action Directe inscrits dans l'article 4 de ses statuts (Il s'est déclaré en association Loi 1901).

Je suis persuadé que la lutte des chômeurs est un terrain propice aux idées libertaires. Les demandeurs d'emplois, plus que tout autre, ont l'amère sensation d'avoir été trahis et sont très critiques vis-à-vis des partis politiques et organisations syndicales. Par leur pratique et leurs idées, les Libertaires ont les capacités et les moyens d'impulser la création de Comités de Chômeurs. Si nous décidons, maintenant, de nous engager dans cette perspective, nous pouvons remplir un rôle influent. (Mais pour ce faire, il faut avoir la ferme volonté de jeter aux oubliettes les petites querelles de chapelle et souhaiter sincèrement œuvrer en commun)

*Liaison Tournon de la FA  
Jose Pelaez*

*Pour toutes celles et tous ceux qui veulent de plus amples informations sur le Comité de Chômeurs Tournon-Tain, écrire à l'adresse suivante: Liaison Tournon, BP 22, 07300 Tournon.*

## RECTIFICATIF

Jean-Pierre, suite à la publication de ta lettre dans le n.64 d'IRL et à la réponse que nous avons faite, nous avons à cœur de préciser deux points :

- notre réponse était signée (la signature a dû se perdre à Lyon au montage) ;

- le texte que tu nous avais fait parvenir n'était pas la copie exacte de celui que tu avais envoyé à Lyon. Il était en effet dépourvu de post-scriptum. Si nous avions eu connaissance de ce dernier, sans changer le fond de notre réponse, nous aurions sans doute employé un autre ton.

Cordialement,

*Michel et Xavier*



## POUR UNE ACTION LIBERTAIRE DANS LES COMITES DE CHOMEURS

Patronat et syndicats, à l'exception de la CGT, ont le 29 octobre griffé un protocole d'accord sur l'UNEDIC. Cet accord repose sur un nouveau plan d'économies qui se traduit inévitablement par une réduction des prestations.

Les mesures se composent :

- d'une augmentation de 0,38 % de la cotisation ASSEDIC répartie pour moitié entre les entreprises et l'autre moitié pour les salariés ;

- d'une diminution de l'allocation de base dont le taux de calcul de 42 % du salaire de référence passe à 40 % ;

- d'une revalorisation du salaire de référence et de la part fixe reportée du 1er avril 86 au 1er octobre 86 ;

Pour compenser légèrement ces réductions :

- une hausse au 1er avril du montant minimum de l'allocation de base journalière, actuellement de 104,55F ;

- un allongement de la durée d'indemnisation de l'allocation de base de trois mois pour les chômeurs de plus de 50 ans et de deux mois pour les autres ; seulement comme la possibilité de prolongation de l'allocation de base pour les moins de 50 ans est diminuée d'un mois l'allongement effectif, pour eux, ne sera que d'un mois.

Une fois encore, les partenaires sociaux ont convenu de serrer d'un cran supplémentaire la ceinture des chômeurs. Les organisations syndicales n'ont même pas daigné consulter les premiers concernés de ces négociations.

Les demandeurs d'emploi représentent un immense potentiel d'énergie. Mais, inorganisés, abandonnés, désorientés, les chômeurs ne risquent-ils pas d'être utilisés par l'Etat et le patronat, qui a su les mettre en situation de dépendance, pour briser les luttes sociales ? Inconscients de ce danger, les syndicats par leur attitude laissent cette masse dériver. La CGT, aujourd'hui, paraît vouloir s'en inquiéter un peu ; sans résultat cependant à cause du drapeau PCF flottant au-dessus de ses actions et de ses objectifs. Si nous n'y prenons garde, l'évolution de la crise mènera progressivement les chômeurs vers une condition de paria. L'Etat et la bourgeoisie transformeront les sans-emploi en une sous-couche sociale parquée en marge de la société.

Le mécontentement général existe mais il n'entraîne pas de réaction. La résignation ou la démerde personnelle semblent bien être les comportements d'actualité. Face à ce triste tableau, il ne reste aux chômeurs qu'à chercher à s'organiser, au dessus de cette lamentable division et en dehors des batailles d'étiquettes. Par-ci par-là, des individus s'efforcent de rompre leur isolement et de se regrouper.

Sur mon initiative et celle d'un proche sympathisant, un Comité de Chômeurs s'est constitué le 12 mars 1985 à Tournon (Ardèche) - Tain (Drôme). Ce Comité a rapidement reçu un accueil favorable car il répond d'une certaine manière à une demande non for-



## NICARAGUA ONE MORE TIME

L'article de Patrice sur le NICARAGUA est dithyrambique au possible. J'aimerais savoir à quel titre il a été reçu par les diverses personnalités au Nicaragua. Quel dommage qu'il n'ait pas rencontré d'INDIENS à part celui qui a eut la gentillesse de l'aborder dans la rue pour lui raconter ses misères, car il a du voir que le GRINGOS pensait que tout allait pour le mieux au pays du Militaire Révolutionnaire. Voir les nombreux articles dans INTI sur les Miskitos. Je ne comprends pas comment on peut être admiratif des types qui s'engagent volontairement dans l'armée, car c'est une armée, ce n'est pas la FAI-CNT de la guerre d'Espagne à ses débuts, il s'agit de corps d'armée, avec toute la hiérarchie qui est avec. De comités de Défense (la Milice rouge) le titre me nuit (?) de vigilance révolutionnaire, on croirait un article Mao - et le tout fait penser à ce qui est écrit dans Rouge sur le Nicaragua. Le coup du Service Militaire Patriotique obligatoire, très fort, le mot patriotique doit avoir un charme fou pour les Indiens. On comprend que le mot obligatoire leur donne l'envie de prendre le fusil, mais pas pour la cible américaine, hélas ! sans doute. Mais le génocide culturel, le coup de l'alphabétisation obligatoire des Indiens, pas triste, non ?

Bon, le type qui a écrit ça a du se tromper de journal, parce que lire dans IRL ce qu'on peut lire dans tout journal du PC ou d'extrême-gauche, non merci. Au fait l'auto-gestion au Nicaragua, c'est quoi ? Les deux lignes des Droits de l'Homme ?

etc...

*Bien amicalement  
Michel J. (Aveyron)*

# Colonisés colonisateurs

Un ami m'a offert le beau livre d'un écrivain soudanais, Tayeb Salih, qui a bénéficié de la critique favorable de tout bord: « Saison de la migration vers le Nord », paru dans la collection « La bibliothèque arabe » (Editions Sindbad, 1983). L'ami qui m'a fait ce cadeau me demande d'exprimer mes appréciations sur ce livre. N'étant pas critique littéraire, j'ai surtout trouvé à dire sur ce livre des réflexions sur les lacunes qui me semblent flagrantes au-delà de la beauté du style déployé par l'auteur.

**S**obrement, en peu de mots, le contenu de l'« œuvre civilisatrice » du colonialisme en ce pays (le Soudan) est bien illustrée.

Pareillement, au cours du récit, on peut se rendre compte, combien et comment, les mœurs ancestrales de l'homme dominateur ont été nullement bousculées par les années de colonialisme, bien heureux de limiter ses affrontements au minimum indispensable (militaire avant tout) contre les hommes, pour réaliser son emprise politique et économique, mais ignorant (ou faisant comme si), la condition de la femme en ces lieux.

Or, ce qui m'a surpris dans ce livre, c'est que l'auteur, parlant à la première personne, n'a jamais abordé le problème de la femme, en passant sous silence son état de bétail excisable et infibulable et excisé et infibulé, ce qui est paradoxal pour un homme qui, avec le plus grand et « naturel » mépris, considère comme allant de soi que n'importe quelle femme accepte de se marier avec lui.

Ça m'a surpris qu'il (l'auteur) ne pipe mot à ce sujet, si barbare et atroce, bien qu'il trouve la force de traiter de fous ces concitoyens, pour avoir toléré qu'un mariage forcé se fasse. Il est vrai que de ce mariage un double meurtre découle et qu'il se trouve qu'il aimait tout particulièrement la femme obligée contre son gré à ce mariage.

Mais, l'excision, l'infibulation, sont d'autres manières de tuer aussi, et elles montrent comment des victimes du colonialisme sont à leur tour des « colonisateurs » vis-à-vis de l'autre moitié du genre humain, de la femme en l'occurrence...

Je suis toujours d'accord, et toute personne éprise de liberté est toujours d'accord, pour que des hommes défendent leurs valeurs, leurs traditions... Mais que, au nom de celles-ci, ils s'approprient les vies des autres pour les mutiler, là, je ne marche plus, et ils sont pour moi aussi nazis, aussi barbares que les colonialistes contre lesquels ils se sont, et à juste titre, battus; et cela, même s'ils n'ont pas la même culture et instruction (pour, éventuellement, faire des excisions plus scientifique-

ment propres), même s'ils ont, apparemment, des alibis socio-culturels...

J'aimerais bien voir comment réagiraient les hommes par rapport à une éventuelle société « matriarcale » ou « amazonienne » où les hommes seraient utilisés seulement pour procréer et châtrés aussitôt après...

Dans ce cas, ça va de soi, les envahisseurs européens « civilisés », et civilisateurs, mettraient ou auraient mis immédiatement fin à ce genre d'intolérables pratiques...

Comme quoi, on peut être un écrivain bien doué sur le plan littéraire tout en évitant de se mouiller en poussant « trop loin » la dénonciation de ce qui ne va pas chez soi.

en se limitant à une observation superficielle des choses, en laissant celles-ci inchangées et interchangeable, tout en suggérant, bien discrètement son désaccord avec certaines pratiques dont aucun esprit libre ne peut même concevoir qu'elles existent encore, pendant que s'expriment déjà des velléités de colonisation d'autres planètes...

On vient de me faire remarquer mon ignorance au sujet des travaux littéraires. C'est-à-dire que les idées exprimées dans un roman, ou sous-entendues, n'engagent nullement l'auteur du roman, car ce sont des personnages imaginaires qui parlent et agissent.

J'ai donc lourdement gaffé sur le plan d'une prétendue « critique littéraire »...

Cependant, il me semble demeurer un sujet qui devrait faire penser ou repenser l'attitude de solidarité globale générale envers les peuples opprimés. Il y a bien souvent omission du fait que ces victimes ne sont pas, après tout, si innocentes et quelles perpétuent à leur tour des formes particulières d'autoritarisme tout en se révoltant ou en critiquant celui dont elles ont été victimes... cet état de choses ne susciterait-il pas une sorte de solidarité critique quitte à se mêler de ce qui ne nous regarde pas?... Mais comment celui qui aime la liberté pourrait-il ne pas être concerné par le fait que d'autres en soient privés, par quelque procédé que ce soit?

Giordano Bruno Giglioli



- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): ..... 70 FRANCS
  - ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): ..... 140 FRANCS
  - ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): ..... 200 FRANCS
  - ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN): ..... 300 FRANCS
- (AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON  
IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

# au-delà de la démocratie

## DESAMORÇAGE DES MÉCANISMES IDÉOLOGIQUES DE LA «PERVERSION» DÉMOCRATIQUE

La critique anarchiste de la Démocratie (c'est-à-dire de la démocratie représentative et du suffrage universel) s'appuie sur des arguments idéologiques et des arguments historiques conséquents avec l'idée que les anarchistes ont de la domination politique comme mensonge et réalité du Pouvoir. Le Pouvoir étant le principe même de l'injustice, de l'inégalité, de la non liberté.

Mais, non seulement «le terrain de la politique est peu perméable à la rationalité d'une démonstration ou à la pertinence d'une idée» et la grande majorité des citoyens croit indépassable et légitime la délégation et la représentativité, sinon que même les anars ont été incapables de trouver des formes d'organisation où la pratique de la **démocratie directe et à la base** soit **RELLEMENT** applicable et respectée.

L'alternative anarchiste à la démocratie représentative et au suffrage universel n'est autre qu'une Démocratie utopique (la loi de la majorité règne encore dans les organisations anarchistes classiques!), au sein de laquelle tous les citoyens auraient **RELLEMENT** les mêmes droits et les mêmes devoirs; c'est-à-dire le **même pouvoir de décision**.

Bien sûr, si elle pouvait être réalisée, cette société —ou tous les citoyens auraient le même pouvoir de décision— ne serait pas une société sans pouvoir (et très probablement sans Pouvoir), car la délégation et la représentativité continueraient même à l'intérieur des structures fédéralistes les plus larges.

Si le problème réelle de la Démocratie est la perversion de la démocratie représentative et du suffrage universel, il est donc absurde et négatif de s'attaquer aux règles démocratiques. L'accent ne doit-il pas être mis sur les mécanismes idéologiques de cette «perversion»?

Pour ma part, je crois que le désamorçage des mécanismes idéologiques de la «perversion» démocratique est, aujourd'hui, la tâche la plus urgente à mener à bien.

*Octavio Alberola*

## LA DÉMOCRATIE À L'OCCIDENTAL L'EXEMPLE AMÉRICAIN: BIG BROTHER C'EST BIG BUSINESS

Au-delà de la représentation symbolique du pouvoir, qui dirige réellement?...  
Démocratie ou oligarchie?...

Liberté d'expression et/ou liberté d'action?

*Jean-Jacques Gardini*

## LA DÉMOCRATIE MISE À MORT PAR SES INSTITUTIONS MEME

En Suisse, la démocratie use ceux qui s'en servent et s'use si l'on s'en sert!

*Marianne Enckell  
Philippe Tonnelier*

## LA PLACE DES FEMMES DANS LA DÉMOCRATIE

La démocratie libérale mettra un siècle à intégrer les femmes à un système permettant l'établissement et la destitution des gouvernements. La participation des femmes au processus décisionnel de l'Etat n'est toujours pas effective.

La place des femmes dans la représentation politique peut-elle être comprise comme un analyseur structurel du principe démocratique?

*Christine Fauré*

## ENTRE LA DÉMOCRATIE ET L'ANARCHIE: L'ÉTAT

1— La démocratie comme valeur et comme méthode. La démocratie dans le système parlementaire (capitaliste).

2— La «principe» de l'Etat et le «principe» de l'anarchie. L'exigence de la rupture révolutionnaire conséquence de l'existence de l'Etat.

3— L'anarchie en tant qu'au-delà de la démocratie.

*Eduardo Colombo*

## LES CONSULTATIONS DU «PEUPLE» ET LA DÉMOCRATIE DANS L'HISTOIRE EUROPÉENNE

Beaucoup des sociétés archaïques européennes (sans ou contre l'Etat) comportaient des formes démocratiques assez directes (dont le degré d'effectivité reste évidemment à discuter). La constitution, par voie de conquêtes, d'Etats à prétentions universalistes (l'empire romain et ses successeurs carolingien et romain-germanique) entraîne le dépérissement et l'atrophie de la plupart de ces formes au profit de vagues et peu contraignantes consultations du «peuple», limitées à l'aristocratie. L'édification de monarchies féodales nationales s'accompagne d'un élargissement de ces consultations à la bourgeoisie naissante. Mais dans le même temps, et surtout à partir du XV<sup>ème</sup> siècle, est affirmé de façon de plus en plus intransigeante le principe de la souveraineté, c'est-à-dire l'idée que le pouvoir central doit être total. La révolution française, héritière des légistes royaux, maintiendra ce «totalitarisme» de principe, en prétendant le concilier avec une représentation populaire limitée aux «bons citoyens».

*Jean-Pierre Poly*

## ENCORE DANS L'EN DEÇA!

Examen de tout ce qui peut freiner l'accès à la démocratie, dont les aspects psychiques relevés par Reich, entre autres.

*Roger Dadoun*

## AU-DELA DE LA DÉMOCRATIE VERS UN ESPACE DE LA RENCONTRE

On a coutume de dire de la démocratie qu'elle est un moindre mal. Elle est dans tous les cas préférable à un régime ouvertement totalitaire. Pour autant, un moindre mal ne saurait satisfaire, car il faut peut-être aussi un moindre bien, ce qui est, dans une certaine mesure, sécurité.

*Alain Thévenet*

## DESPTISME MUSULMAN ET PRATIQUES DÉMOCRATIQUES

Les Etats arabes fondés sur l'idéologie musulmane peuvent-ils connaître une démocratie représentative? L'utopie d'une démocratie directe n'est-elle pas en contradiction avec toute valeur religieuse et surtout avec les orientations totalitaires de l'Islam?

Comment les autres courants politiques et les idéologies qui les sous-tendent se situent-ils par rapport aux pratiques démocratiques bourgeoises, au droit à la différence individuelle et à l'organisation collective autonome?

*Abdel A.*

## ANARCHISME ET DÉMOCRATIE TOURNER LE SIÈCLE

(contribution écrite de João Freire, Portugal)

## BULLETIN D'INSCRIPTION

Le colloque se tiendra au Centre Social et Culturel «La Condition des Soies», 7 rue St Polycarpe (Lyon 1er—métro Hôtel de Ville) du samedi 10 heures au dimanche 18 heures.

Une participation aux frais de 40 francs est demandée lors de l'inscription.

Nous vous demandons de retourner ce coupon, accompagné de votre règlement, avant le 20 janvier.

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE.....

CODE POSTAL.....

VILLE.....

désire être hébergé (prévoir sac de couchage)

ACL 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon  
CCP ACL 57 24 59 L LYON

## LES ILLUSIONS DE L'ANTITOTALITARISME

La dénonciation des différents totalitarismes conduit souvent à une défense plus ou moins ferme de la démocratie.

Cette défense finit par conduire à surestimer l'importance du politique alors que, quels que soient les régimes politiques, l'importance se joue toujours ailleurs, c'est-à-dire sur le terrain social.

*Daniel Colson*

*Serge Cosseron*

POUR VOS CADEAUX DE NOEL ET DU JOUR DE L'AN  
ACHETEZ DES LIVRES DANS LES LIBRAIRIES LIBERTAIRES



LA GRYFFE, 5 rue sébastien Gryphe: 69007 LYON

PUBLICO, 145 rue Amelot, 75011 PARIS

L'EN DEHORS, 46 rue du Mirail, 33000 BORDEAUX